

MOUVEMENT COMMUNISTE ET KOLEKTIVNĚ PROTI KAPITÁLU

TCHÉCOSLOVAQUIE
NOVEMBRE 1989 :
LE PROLÉTARIAT ENCHAÎNÉ
PAR LE VELOURS TRICOLORE



AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRESENTATION

Cette brochure est la traduction du tchèque de celle des camarades de KpK (*Kolektivně proti kapitálu*) « *Listopad 1989. Proletariát spoutaný sametovou trikolórou* » publiée le 1^{er} septembre 2009.

Sa version originale est disponible sur le site <http://protikapitalu.org/?p=47>.

Lors de sa première publication en français, en mai 2010, elle n'avait pas connu la diffusion qu'elle méritait. C'est pourquoi nous en republions une version améliorée.

CONTACTS

Kolektivně proti kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Mouvement Communiste

Ecrire sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	3
CHRONOLOGIE	4
Du 17 au 20 novembre	4
21-22 novembre.....	6
23-24 novembre.....	6
25 et 26 novembre	7
27 et 28 novembre	7
Décembre	8
Début 1990	9
UN CHANGEMENT DANS LE COURS DE L'HISTOIRE.....	10
ANATOMIE DE LA TRANSMISSION DU POUVOIR.....	14
Le Forum Civique et les étudiants : l'avant-garde et sa « force brute » en laisse	14
L'appareil stalinien : pouvoir des sans pouvoir	19
LA CLASSE OUVRIERE PRISONNIERE DE L'EXPERIENCE STALINIENNE ET DU CONCEPT DE CITOYENNETE.....	21
Le centre de novembre 1989 était en dehors des lieux de travail	21
Des références dévitalisées à 1968.....	24
Deux faces de la même médaille : l'hyper politisation stalinienne et la « politique apolitique » des dissidents.....	29
Le changement comme processus pacifique : du dialogue au pouvoir	30
La « fin du politique » comme écran de fumée.....	31
EN GUISE DE CONCLUSION.....	34
SOURCES ET REMERCIEMENTS	36
En tchèque	36
En anglais	36
Remerciements	36

PRESENTATION

Novembre 1989 est un des sujets que la « gauche radicale », de Tchéquie et de Slovaquie, a tendance à éviter, plutôt que de l'analyser et de le comprendre dans un cadre politique plus large. Il y a eu plusieurs raisons à cela.

La plupart des gens qui a fréquenté la « gauche radicale » est trop jeune pour avoir un rapport critique avec les événements de novembre 1989 pour régler les comptes avec leur propre passé et leur propre participation dans la « Révolution de velours ».

De plus, le sujet est lié de près avec une question difficile. Quelle était la nature du système qui a régi la Tchécoslovaquie et l'Europe de l'est avant 1989 ? La réponse peu tranchante des historiens, journalistes et idéologues du KSČM¹ au TOP 09², selon laquelle il était socialiste, peut être immédiatement jetée par la fenêtre, mais qu'est-ce alors ? Les groupes trotskistes donnent leur propre réponse en répétant les mauvais manuels de leurs organisations étrangères maternelles (même sans tenter de se fonder sur des faits concrets sur l'avant-novembre en Tchécoslovaquie), pendant que des anarchistes ont recours à des condamnations imprécises qui ne sont pas basées sur une analyse des catégories, comme la valeur ou la marchandise, et se sont contentés de simples plaintes moralistes au sujet du caractère non-démocratique du régime et du manque de liberté.

Mais plus important : pour des raisons obscures, « le système » qui a existé en Tchécoslovaquie avant 1989 a été rejeté, de même que celui qui est venu après novembre. Pourquoi devrions-nous, alors, gaspiller de l'attention pour les événements de novembre 1989, qui nous ont sorti de la poêle à frire pour nous jeter au feu ?

À notre avis, cependant, ça vaut la peine de revenir à novembre 1989. C'était, après tout, un changement qui fonde les conditions présentes de vie du prolétariat³ et le fonctionnement du capital dans la république tchèque et la Slovaquie - et non seulement là, car c'était une partie de l'écroulement du Bloc soviétique entier, dont les impacts ont été mondiaux. Le terrain sur lequel le capital est contesté par le prolétariat aujourd'hui a été délimité par un processus dont novembre a été une partie importante.

Notre intérêt pour novembre 1989 n'est pas neutre, bien au contraire, nous y cherchons un point de vue partial.

Le but est essentiellement de comprendre comment la classe dirigeante d'après-novembre a réussi à organiser le changement social et sa propre ascension si élégamment et avec tant d'assurance. Qu'est-ce qui manquait à la classe ouvrière, qui a fait terminer la chute du stalinisme de cette façon ? Cela fit, après tout, libérer la dynamique de la société ; cela fit dégager un espace qui jusqu'alors avait été monopolisé par l'Etat et le parti ! La démolition du vieil état des choses est toujours une situation d'ouverture potentielle fragile et incertaine, n'est-ce pas ?

Pourquoi donc, la classe ouvrière a-t-elle si peu tiré profit des événements de novembre ? Pourquoi les personnes de notre classe qui n'ont pas été dans les rues en novembre parce qu'ils voulaient un retour du capitalisme de style occidental et que Václav Havel a dû rassurer en disant qu' « *il n'y aurait pas de chômage* », sont devenues peu après

¹ KSČM : « *Komunistická strana Čech a Moravy* », « Parti communiste de Bohême et Moravie », fondé en 1989, successeur actuel du parti stalinien.

² TOP 09 : « *Tradice, Odpovědnost, Prosperita* », « Tradition, Responsabilité, Prospérité » parti politique pro-européen, fondé en juin 2009, fervent défenseur du capitalisme.

³ Quand nous parlons du « prolétariat », des « ouvriers » ou de la « classe ouvrière », nous ne parlons pas que des ouvriers manuels dans les usines, mais aussi des salariés qui participent à la production sociale dans les bureaux, les entrepôts, les supermarchés, les bureaux de poste, les hôpitaux. Sur la question des classes sociales, voir notre texte en tchèque, *Notes on Class (A-Kontra, 03/2007)* (<http://protikapitalu.org/?p=31>).

des victimes si faciles du « *resserrement de ceinture* » ? Pourquoi les membres de la classe ouvrière qui étaient présents à ces quelques manifestations massives sur les places et qui ont pensé qu'un meilleur avenir était en train de se créer là, se sont trouvés si démobilisés dans les années quatre-vingt-dix ?

Ni les historiens, ni les sociologues ne cherchent des réponses à de telles questions. Les pages suivantes présentent notre propre tentative d'y répondre, mais elles doivent être précédées par deux notes sur les limites de notre texte.

Premièrement, nous faisons abstraction du contexte historique mondial plus large et à cause des difficultés posées par le sujet, nous nous limiterons au processus du changement de pouvoir lui-même en novembre-décembre 1989 (et, de plus, seulement sur les événements dans la partie tchèque de la Tchécoslovaquie ; cela se justifie par le fait que pour les changements du centre de pouvoir (Comité Central du KSČ et le gouvernement de la république⁴), le rôle joué par l'*Občanské fórum* (le Forum Civique) et les événements à Prague étaient plus importants que le rôle de *Verejnosť proti násiliu* (le Public Contre la Violence, PCV⁵) et les événements à Bratislava.).

Deuxièmement, novembre 1989 est pour nous l'unité de deux moments : de continuité et de discontinuité. Du point de vue économique, nous pouvons parler de continuité non seulement parce que la force de travail a été exploitée avant novembre aussi bien qu'après, mais aussi parce que les tendances vers un changement (circonspect) de direction qui pourrait être pris pour sa fin radicale seulement par la transformation après 1989, se développaient déjà dans la société capitaliste (d'État) d'avant novembre⁶. Nous consacrerons un prochain texte sur la nature économique de la république socialiste ; pour l'instant, nous nous concentrerons sur novembre comme un moment de la discontinuité, un changement profond dans la forme politique de la société productrice de marchandises en Tchécoslovaquie, qui a mené à l'établissement d'une démocratie capitaliste moderne avec une société civile fonctionnant.

Nous espérons qu'en dépit de ces limites, notre texte ne contribuera pas seulement à une compréhension de ce qui s'est passé en novembre 1989, mais nous aidera peut-être aussi à trouver des « lunettes » à travers lesquelles nous pouvons observer la réalité et les luttes de la classe d'aujourd'hui et aussi la préparation du changement révolutionnaire que nous recherchons.

CHRONOLOGIE

Du 17 au 20 novembre

Le 17 novembre, environ 25 000 personnes (cinquante mille selon d'autres témoignages) sont rassemblées dans une manifestation d'étudiants des universités pragoises. L'humeur était complètement différente des événements gris, craintifs et stéréotypés organisés précédemment par les dissidents. Elle était pleine de slogans ouvertement anti-gouvernementaux (« *Abolition du StB !* », « *Abolition des LM !* », « *Abolition du monopole du*

⁴ KSČ (*Komunistická strana Československa*) Parti Communiste de Tchécoslovaquie. ČSSR (*Československá socialistická republika*), république socialiste tchécoslovaque, nom officiel du pays de 1960 jusqu'à 1990.

⁵ Le PCV était le pendant slovaque du Forum Civique.

⁶ Grâce à certaines conceptions qui furent développées sous le stalinisme, avant novembre 1989, « il n'a pas été nécessaire de partir de zéro après novembre. » (Jiří Jonáš: *Economic Transformation in the Czech Republic. Macroeconomic development and economic policy*)

KSČ ! »⁷, « Elections libres maintenant ! » « Nous ne voulons pas un gouvernement à parti unique ! »), de l'humour et de l'assurance.

« Aux manifestations des dissidents, il n'y avait toujours qu'une poignée d'entre nous, des révolutionnaires, attendant juste d'être dispersés, » disait Martin Klíma, un des chefs étudiants, opposant ceci avec la manifestation du 17 novembre. « Nous avons toujours essayé d'agir d'une façon bien élevée, de ne pas provoquer et nous nous sommes toujours arrêtés au feu rouge. Cette foule cependant était autre chose, elle était consciente de sa propre force comme elle déferlait dans les rues, ignorant la circulation et défilant juste (...). Les gens se sont rendus compte qu'ils n'étaient plus seuls désormais, que nous pensons tous de même et que quand nous sommes tous ensemble, rien ne peut arriver, nous sommes tellement forts. »

La répression de la démocratie populaire devait être, cette fois encore, encore plus forte. Et l'opération de police a vraiment non seulement choqué les participants par sa violence (568 blessés, parmi lesquels 180 avec des effets durables), mais précisément par le contraste entre le sentiment de force et de victoire pendant la manifestation - et le geste répressif de l'Etat à sa fin. Des réunions d'étudiants se sont tenues, la même nuit, pour décider d'une grève de protestation.

Le 18 novembre, des étudiants et des acteurs des théâtres pragois décrètent la grève et appellent à la grève générale pour le 27 novembre.

La Charte 77, le groupe principal de dissidents tchèques a soutenu la grève et a mobilisé les habitants pour aider à commencer un débat large sur des réformes. Quelques heures plus tard seulement, les étudiants déclarent que « *ça n'a plus de sens de demander un dialogue* » et demandent la démission du gouvernement, des fonctionnaires du parti et l'abolition du rôle dirigeant du parti.

Le même jour, des informations sont publiées disant qu'un étudiant, appelé Martin Šmíd, avait été tué par la police. L'Etat ne pourra seulement réfuter cela que 24 heures plus tard ; en attendant, ces nouvelles mobilisent la société.

En soutien aux actions de protestation, des étudiants et des acteurs organisent « *de belles chevauchées* »⁸ aux théâtres, aux usines et aux écoles dans tout le pays, pour contrer le reportage partial des médias.

Le 19 novembre le Forum civique est créé à l'initiative de Václav Havel (écrivain de profession), qui plus tard deviendra l'avant-garde de l'opposition

Le 20 novembre, il y a une manifestation spontanée de 200 000 personnes sur la *Václavské náměstí* (place Venceslas)⁹. Cet « assaut » de la place dans le centre de Prague, où on a interdit les réunions publiques, a été interprété comme une victoire de la rue. Le chef de SSM¹⁰, Vasil Mohorita, a soutenu la grève étudiante à la manifestation.

⁷ StB (*Státní bezpečnost* – Sécurité d'Etat) était la police secrète du régime, l'équivalent de la Stasi. LM (*Lidové milice*, Milices populaires) était l'organisation de masse du KSČ. Après dans le texte, on se référera aux sigles, i.e. StB et LM.

⁸ Cette expression était une référence explicite aux raids des Hussites lorsqu'ils attaquaient des régions, au XVe siècle. Voir http://en.wikipedia.org/wiki/Hussite_Wars#Beautiful_rides.

⁹ Jiří Suk : *Občanské fórum, I. díl* (« Le Forum civique, vol. I »). D'autres sources avancent le chiffre de 100 000 personnes (cf. « *Chronologie zániku komunistického režimu v Československu 1985-1990* » (« Chronologie de la chute du régime communiste en Tchécoslovaquie, 1985-1990 »)

¹⁰ SSM (*Socialistický svaz mládeže*, Union Socialiste de la jeunesse) était l'organisation de jeunesse du KSČ.

40 000 personnes se réunissent à Brno et 1 500 personnes à Ostrava, ville des mineurs. Le Forum Civique se donne comme objectif de gagner le contrôle des manifestations.

21-22 novembre

Le 21 novembre, le Premier ministre fédéral, Ladislav Adamec, rencontre le Forum Civique pour la première fois. Il promet l'absence de répression, des membres indépendants du PC ajoutés au gouvernement et des réformes, mais dans le cadre du « socialisme ». Il a sans succès exigé que le Forum Civique aide à la fin des grèves dans les universités et les théâtres.

La première manifestation où le Forum Civique prend la tête a lieu à Prague sur la *Václavské náměstí*. De tels événements avec un scénario « théâtral » soigneusement planifié ont souvent lieu jusqu'au 27 novembre quand le Forum Civique décide d'y mettre fin et de retourner à la normale.

Le directeur adjoint de l'Institut des Prévisions, Vladimír Dlouhý, déclare que l'Institut peut rapidement avancer un programme de réforme économique à discuter.

Le 22 novembre, quatre mille miliciens de la LM arrivent à Prague, mais sont retirés immédiatement. Une autre manifestation a lieu sur la *Václavské náměstí* avec 200 000 participants.

23-24 novembre

Le 23 novembre, l'Etat-major Général décide - sans que le KSČ et le gouvernement le sachent - une opération militaire, planifiée pour le 24 novembre (dans la partie tchèque, cette opération comptait 7 632 soldats, 155 chars, 92 véhicules blindés) ; un jour plus tard, le comité Central du KSČ annule l'opération. Le chef du KSČ de Prague, Miroslav Štěpán, se présente devant les ouvriers de ČKD¹¹ mais est sifflé (« *Nous ne sommes pas des enfants !* »). La direction du syndicat tchèque dénonce la grève générale.

Plusieurs milliers d'ouvriers de ČKD arrivent à la troisième manifestation menée par le Forum Civique, avec en tête, Petr Miller¹². C'était la première fois que des ouvriers venaient à une manifestation en tant que collectif ouvrier. Ils déclarent que ČKD rejoindra la grève, mais en excluant les ateliers travaillant 24 heures sur 24, pour que l'économie nationale ne souffre pas.

Le 24 novembre, le Secrétaire général du KSČ et le bureau politique au complet démissionnent. Cependant, « les nouveaux » visages ne pouvaient pas arrêter la baisse de popularité du KSČ.

Le comité de coordination de la grève à Prague publie la déclaration « *Ouvriers, nos amis.* », selon lequel 1 642 entreprises publiques, coopératives etc. ont décidé de se mettre en grève. Une Association des Comités de Grève d'Entreprises Industrielles se crée pour coordonner la grève et la défense contre la répression. (Plus tard, au Printemps 1990, de nouveaux syndicats naîtront de cette association.)

¹¹ ČKD (*Českomoravská Kolben-Daněk*) était l'une des plus grandes entreprises de Tchécoslovaquie, produisant des tramways, des locomotives, des véhicules militaires et employant jusqu'à 50 000 personnes. La plupart de ses usines se trouvaient à Prague, notamment le complexe de Vysočany, le Billancourt pragois, qui employait 10 000 ouvriers. C'est dans cette usine que se tint, le 22 août 1968, le XIVe congrès clandestin du KSČ.

¹² Petr Miller ouvrier à la forge de ČKD devint ensuite « leader » du comité de l'usine, membre du Forum Civique puis ministre du travail.

Une autre manifestation du Forum Civique (de 200 000 personnes). Miller estime qu'environ 10 000 ouvriers de ČKD sont à la manifestation ; il demande des élections libres et que les LM soient supprimées. Pour la première fois depuis 1968, le symbole du printemps de Prague, Alexander Dubček, apparaît en public à Prague.

25 et 26 novembre

Le 25 novembre, le Premier ministre Adamec démissionne du Comité Central. Le Forum Civique le soutient à la manifestation de 800 000 personnes sur *Letenská Pláň* (Plaine de Letná)¹³ ; c'est la première manifestation à être retransmise en direct à la télévision d'Etat grâce à la pression de ses salariés.

Les experts des Instituts de l'Économie et des Prévisions de l'Académie des sciences tchécoslovaques soutiennent le Forum Civique : « *cependant, nous ne voulons pas laisser qui que ce soit déclarer [le Forum Civique] comme trop incompetent pour résoudre les questions profondes et courantes de notre pays. C'est pourquoi nous rejoignons non seulement le Forum Civique, mais nous lui fournirons aussi notre savoir-faire professionnel et nos capacités pour formuler un programme de changement économique.* »

Le 26 novembre, les négociations entre le gouvernement fédéral et le Forum Civique prennent place. Les demandes du Forum Civique sont : libération des prisonniers politiques, démission immédiate des politiciens compromis, abdication du président jusqu'à la fin de l'année, création d'une commission parlementaire pour faire une enquête sur les événements du 17 novembre, liberté de presse immédiate.

A une manifestation à *Letenská Pláň* (avec plus de 500 000 personnes), le Forum Civique avait exigé qu'« *après la grève, les comités de grève (...) se transforment en forums (...). A l'heure actuelle, nous devons être unis, pour que bientôt nous puissions nous disperser calmement dans une abondance de syndicats libres, d'organisations politiques, étudiante et autres.* » Adamec a été invité par le Forum Civique à la manifestation, mais a été sifflé par la foule (« *C'est trop tard !* », « *Démission maintenant, démission maintenant !* »).

Les étudiants ont critiqué le Forum Civique pour avoir trop de représentants de la Charte 77 parmi les orateurs, parce qu'ils sont élitistes, pour la manipulation et des pratiques anti-démocratiques en organisant l'évènement, et ont décidé de prendre distance publiquement avec le Forum Civique. Pourtant, le Forum Civique réussit à les persuader d'y renoncer.

27 et 28 novembre

Le 27 novembre, entre 12 et 14h, environ 75 % de la population participe à la grève. Les slogans principaux sont : « *des élections libres* », « *un gouvernement uni-parti c'est terminé* » Le Forum Civique (sur l'initiative de Havel) appelle à la fin du mouvement de grève et des manifestations massives. « *Aujourd'hui, nous pouvons finir la grève, demain nous pourrions en fait commencer une grève si nécessaire.* » Et de nouveau, ils « *recommandent que les comités de grève de tous niveaux se transforment en forums civiques.* »

Klaus affirme dans un journal que « *déjà actuellement, il y a un groupe fort d'économistes dans notre pays, dont l'expertise est très élevée et ayant une connaissance réelle de la science économique contemporaine. Dans le vieux régime, leurs capacités ne pouvaient pas être entièrement réalisées. Ces personnes, s'ils deviennent membres ou*

¹³ C'est un terrain découvert de 1,5 km², derrière le château, lieu historique des manifestations politiques, sportives et militaires.

conseillers du nouveau gouvernement, seront capables de combiner la connaissance de la fin des années 1960 avec l'expérience des autres pays subissant des réformes, éviteront les erreurs les plus sérieuses et amèneront notre économie au niveau des pays de l'Europe de l'Ouest dans la prochaine décennie. »

Le 28 novembre, le Forum Civique demande la démission du gouvernement. Adamec la refuse et préconise une recomposition. Le Forum Civique refuse son offre de collaborer à la formation d'un gouvernement et ne propose pas de ministres. Les étudiants n'obéissent pas à l'appel du Forum Civique d'arrêter la grève : *« nous soutenons le Forum Civique, mais voulons repousser les positions du Forum Civique à notre sujet. »*

Décembre

Le 3 décembre, le nouveau gouvernement est présenté (15 membres du KSČ, 5 non-communistes) Des étudiants annoncent, sous la pression du Forum Civique, que, le 4 décembre, la grève sera arrêtée. Le Forum Civique rejette le nouveau gouvernement sous la pression de sa base.

Le 4 décembre, les rues sont pleines de mécontentement contre le nouveau gouvernement : des affiches ont surgi pendant la nuit, il y a des pétitions et des manifestations. Les étudiants annulent la décision qu'ils avaient prise le jour précédent et continuent la grève en raison du mécontentement contre le nouveau gouvernement.

Le 5 décembre, un nouveau gouvernement tchécoslovaque est proclamé. Après un appel du premier ministre, le Forum Civique a décidé de proposer des ministres sans-parti. Les économistes de l'institut des Prévisions ont choisi des candidats (en tant qu'« éclaireurs ») pour les ministères économiques du gouvernement fédéral pour qu'il soit approuvé par le Forum Civique. Adamec n'est pas d'accord et a annoncé qu'il soumettra sa démission et demande le soutien du Forum Civique pour sa candidature présidentielle.

Le 6 décembre, le Forum Civique annonce qu'il ne soutiendra pas Adamec. Le 7 décembre, Adamec démissionne.

Le 10 décembre, le président nomme le nouveau gouvernement fédéral avec Marián Čalfa (KSČ) comme premier ministre. Le Forum Civique obtient le ministère des finances (Václav Klaus de l'Institut des prévisions), le ministère du travail et des affaires sociales (Petr Miller – ČKD), la commission de planification de l'Etat (Vladimír Dlouhý de l'Institut des prévisions), le ministère des affaires étrangères (Jiří Dienstbier de la Charte 77) et la vice-présidence pour l'économie (Valtr Komárek de l'Institut des prévisions).

Des étudiants déclarent qu'ils restent en grève. La raison : le KSČ domine toujours dans les campagnes (spécialement en Slovaquie) et l'enquête sur les événements du 17 novembre n'avance pas. A une manifestation *Václavské náměstí*, la candidature de Havel comme président est annoncée.

Le 13 décembre, des députés communistes font passer leur proposition que le président soit élu directement au suffrage universel (selon un sondage, 80 % des électeurs veulent le vote direct), ce qui pose un problème pour le Forum Civique, parce que selon un sondage, seulement 1 % des électeurs soutient Havel.

Le 15 décembre, le premier ministre fédéral, Čalfa, provoque une réunion secrète avec Havel dans un bureau gouvernemental protégé contre les écoutes. Il offre « de s'occuper » que le président soit élu par le Parlement et que les députés du KSČ votent pour Havel. « *Tout cela doit être complètement caché non pas au StB, mais à nos gens et au public ...* » expose ensuite Havel à ses camarades les plus proches.

Le 29 décembre, le parlement a élu Havel comme président. Des étudiants arrêtent la grève.

Le 19 janvier, le Forum Civique demande à ses groupes locaux et d'usine de ne pas essayer de renvoyer les directeurs d'entreprise et les représentants administratifs d'une façon incontrôlée

Début 1990

Le 30 janvier, le principal signe de cooptation est appliqué au parlement fédéral. Le KSČ obtient 138 sièges, le parti socialiste et le parti du peuple 17 chacun, le Forum Civique et le PCV 119 ; le reste est constitué d'indépendants et de membres des plus petit partis.

En avril, une controverse progresse sur quel rythme la réforme économique tchécoslovaque devrait se faire - soit le plan du gouvernement tchèque (progressif) soit le plan du gouvernement fédéral (radical).

Le 3 mai, le gouvernement fédéral décide que la réforme économique suivra le scénario radical élaboré par les ministres fédéraux Klaus et Dlouhý ; le scénario du gouvernement tchèque y sera intégré.

Aux élections, les 8 et 9 juin, le Forum Civique obtient 50 % des voix en Tchéquie et le PCV 30 % en Slovaquie alors que le KSČ n'obtient que 13 %.



Photo : novembre 1989 a rempli les rues et les vitrines avec des affiches, prospectus, poésies, slogans (le mur de la Faculté de philosophie à Brno, le 26 novembre. Le grand panneau indique « grève ». Le plus petit à gauche dit « Les ouvriers sont avec vous ! » alors que celui sur la droite exprime des remerciements pour le soutien matériel et moral).

UN CHANGEMENT DANS LE COURS DE L'HISTOIRE

La chronologie ci-dessus démontre que les événements ont été caractérisés par une progression relativement sans à-coup : comme si elle n'avait pas été menacée par un seul incident ! Un moment clef consolidant le mouvement oppositionnel était suivi par un autre : la dispersion de la manifestation étudiante (17 novembre) ; les rumeurs de la mort d'un étudiant, Martin Šmíd (18 novembre) ; la première manifestation de 200 000 personnes, après laquelle « les choses ont été décidées » ; l'arrivée des économistes de l'institut des prévisions (Valtr Komárek, Václav Klaus, Vladimír Dlouhý), qui, sûrs d'eux, ont fourni à l'opposition leurs connaissances (26 novembre) ; l'irruption des travailleurs de ČKD, qui a offert à l'opposition le soutien de la classe ouvrière (23 novembre) ; la grève générale (27 novembre) et l'entrée du Forum Civique dans le gouvernement fédéral (10 décembre).

En réalité, la destruction d'un régime vieux de 40 ans, avec un parti stalinien de masse (1 751 000 membres et 50 000 organisations locales)¹⁴, des forces de répression, des syndicats (7 878 302 membres et 27 135 organisations de base)¹⁵ et les milices populaires (88 494 membres)¹⁶ ainsi qu'une implantation internationale, se déroula d'une manière étonnamment

¹⁴ « *Organizovanost obyvatelstva v ČSSR v politických stranách, organizacích a svazech k 1. 1. 1989* » (« Effectifs des partis, des organisations et associations en Tchécoslovaquie au 1. 1. 1989 »)

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

facile. Après tout, pas même l'opposition ne comptait sur une passation de pouvoir aussi tranquille.

Pourquoi ?

Avant novembre 1989, il semblait que le rapport de forces entre l'opposition indépendante et le pouvoir stalinien n'entraînerait rien de tel. Au moment où, en Pologne, Solidarité était déjà un corps constitué et où, en Hongrie, il y avait des partis d'opposition légaux, le stalinisme en Tchécoslovaquie maintenait sa position répressive bornée contre les dissidents. Cela s'est encore démontré, en janvier 1989, avec l'interdiction d'une manifestation lors d'une semaine commémorative de Ian Palach ou, le 28 octobre, lorsqu'une manifestation célébrant l'anniversaire de la fondation de la Tchécoslovaquie fut dispersée.

Les dissidents eux-mêmes, avec leur groupe phare, Charte 77, ne pouvaient guère se vanter de représenter le consensus de la société pour le changement. Selon des informations de la présidence du comité central du 2 février 1989, sur la croissance de l'influence des structures indépendantes (réputées fiables selon les historiens), le mouvement dissident consistait en une vingtaine de groupes avec 500 militants et environ 5 000 sympathisants¹⁷. Le mouvement dissident était peu virulent ; après la semaine Palach, il se contenta principalement – suivant les consignes de son leader, Václav Havel – de pétitions (qui, cependant, attisaient les conflits internes avec les dissidents les plus radicaux, qui poussaient à une activité politique, et encourageaient les confrontations avec le régime dans les manifestations).

Malgré la force répressive du pouvoir et la faiblesse de la dissidence, la passation de pouvoir en novembre n'allait pas contre le cours de l'histoire. Avant tout, concernant l'économie, la Tchécoslovaquie était en recul suite à la crise de 1968 et à la stagnation des années 1970¹⁸. La réalité des chiffres négatifs avait fait prendre progressivement conscience, principalement aux managers et aux cadres, des difficultés de l'actuel modèle économique à survivre, alors qu'il manquait de capitaux et de technologie moderne, ainsi que de matières premières et n'avait pas développé ses services. C'était un modèle caractérisé par une industrie lourde hypertrophiée (un important marché intérieur avec des moyens de production requérant d'énormes coûts d'investissement et d'amortissement), un modèle dans lequel la force de travail ne pouvait pas être exploitée aussi efficacement (la productivité du travail était en déclin) et n'était pas aussi disciplinée qu'à l'Ouest¹⁹, et (enfin mais pas seulement) un modèle dont les faibles performances étaient en partie compensées par l'économie « grise », qui aurait représenté un chiffre d'affaires annuel de 30 milliards de couronnes²⁰.

Ainsi, et déjà avant 1989, avait été évoquée la nécessité de développer le secteur privé (qui n'était toléré que de manière très restrictive sous le stalinisme²¹), la nécessité des privatisations, de la libération des prix et du chômage²², l'augmentation des différentiels des salaires, la restructuration de l'industrie lourde, la limitation des dépenses publiques, le

¹⁷ « *Chronologie zániku komunistického režimu v Československu 1985-1990* (« Chronologie de la chute du régime communiste en Tchécoslovaquie, 1985-1990 »)

¹⁸ Bien qu'elle réussit à rester le pays avec le 2^e niveau de vie des pays de l'Est après la RDA.

¹⁹ De 1980 à 1985, environ 150 000 pavillons furent construits en Tchécoslovaquie (pour 40 milliards de couronnes pour les matériaux et le transport), tandis qu'environ 1/3 des matériaux fut volé. (Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »))

²⁰ Un chiffre plus élevé que la somme de tous les salaires dans toute l'industrie mécanique tchécoslovaque. (Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »))

²¹ Mais à moindre échelle que dans les autres pays de l'Est. En novembre 1989, il n'y avait que 15 000 entreprises privées recensées. (Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »))

²² L'institut des prévisions envisageait 750 000 chômeurs. (*Ve světle rudých hvězd* Dans la lumière des étoiles rouges, *Ekonom*, 28/05/2009).

desserrement des marchés des capitaux et des marchandises, du marché du travail, et sporadiquement des investissements étrangers avaient été acceptés. La plus importante des transformations envisagées était le démantèlement des énormes conglomerats en entreprises d'Etat indépendantes, libres de commercer entre elles sans référence au plan et obligées de se gérer avec leurs revenus réels (et dont les salaires dépendraient des résultats économiques).

Les premiers débuts de la précarité sociale datent de la période de la Perestroïka, et pas seulement de 1990.

L'économie n'était donc pas en grande forme. Pas plus que le parti communiste qui était d'abord affaibli de l'intérieur. En termes de « performance » et de « compétence », il ne s'était jamais remis des purges qui avaient suivi 1969. Lors de ces purges, il avait éliminé un tiers (pratiquement 500 000) de ses membres²³, parmi les plus actifs et les plus « capables ». Même au niveau de la production, de nombreux cadres et techniciens avaient accepté les réformes de 1968 car elles leur offraient un moyen d'accroître leur pouvoir dans l'entreprise et limitaient le paternalisme de l'Etat central.

L'activité, la capacité et les fonctions du parti étaient marquées par la fusion avec l'Etat. Alors que, d'un côté, on considérait que c'était le parti stalinien qui contrôlait l'Etat (suivant les ordres du Kremlin), on rappelait moins souvent, d'un autre, que ce n'était pas la seule conséquence de cette fusion. C'était en réalité l'Etat qui intégrait le parti, en imposant sa manière de diriger la société dans les questions de tous les jours.

Le KSČ était donc de moins en moins un parti politique avec une vision politique et devenait un simple élément de la structure bureaucratique de répression. Lorsque l'on lit aujourd'hui que la présidence du comité central du KSČ – un organisme central du parti au pouvoir – s'occupait de la question de la production de papier toilette lors d'une réunion du 17 juin 1988, on comprend l'aspect dérisoire et grotesque de son activité²⁴. Cela ne signifie pas cependant que cette séquence absurde de la « *vie du parti et du socialisme* » n'est pas une authentique démonstration d'à quel point le parti (au niveau central comme local) était inondé par l'ordre du jour ordinaire et pratique qui dans les démocraties capitalistes est géré par l'Etat ou le marché.

Mais, en 1989, le parti devait faire face aux changements de la situation internationale. Les temps changeaient « *l'unité de la communauté socialiste* » s'affaiblissait. En février 1989, le président du conseil du peuple de la république polonaise, Wojciech Jaruzelski, visitant Prague, rappelait au secrétaire général tchécoslovaque, Miloš Jakeš, que le prix de l'action du modèle Pays de l'Est s'effondrait. Jaruzelski avait admis que la déclaration de l'état de siège contre les travailleurs en Pologne en 1981 avait, de facto, été une « *défaite politique* » pour le « *socialisme* » et il suggéra à Jakeš qu'il était possible de vivre avec une opposition politique ; il est possible de l'assimiler et, après tout, une partie de l'opposition polonaise, qui a pris des responsabilités, appelle à la paix sociale et se déclare contre les grèves, expliqua le stalinien polonais.

Beaucoup plus préoccupant pour les staliniens tchécoslovaques, était, sur deux points, l'évolution de Gorbatchev. D'abord, ils ne pouvaient plus compter sur le soutien de la direction de l'Union Soviétique. Le parti soviétique de l'époque de la Perestroïka avait

²³ 327 000 membres furent exclus, 147 000 autres démissionnèrent.

²⁴ Pour les lecteurs les plus pointilleux : la production de papier toilette était de 37 500 tonnes en 1989, tandis que la consommation moyenne annuelle en Europe demandait 50 000 tonnes. « *Chronologie zániku komunistického režimu v Československu 1985-1990* » (Chronologie de la chute du régime communiste tchécoslovaque, 1985-1990). Un autre exemple bizarre de l'ordre du jour du "think tank" stalinien : un membre du comité central se rappelle de son étonnement à sa première réunion où des staliniens de 60 ans essayaient de résoudre l'absence de papier toilette sur le marché. La solution fut trouvée quand un vieux cadre proposa de faire du papier moins épais afin d'en produire plus. (« *Vítězové? Poražení?* » (« Gagnants ? Perdants ? »)).

clairement expliqué aux camarades tchécoslovaques que leur avenir était entre leurs propres mains²⁵. Ceci exigeait bien plus de responsabilité politique et d'indépendance que ce dont ces cadres en étaient capables après des années de simple exécution des ordres de Moscou. Ensuite, la Glasnost de Gorbatchev menaçait l'existence même de la direction tchécoslovaque. Implicitement, la Glasnost avait rouvert la question de 1968. Et parce que les cadres dirigeants étaient le produit de l'occupation et de la normalisation, il était clair que tout révisionnisme vis-à-vis de 1968 les écraserait²⁶.

Au milieu de tout cela, la « question allemande » frappa Prague en septembre 1989. Depuis début septembre jusqu'au 8 novembre, environ 42 000 allemands de l'Est – selon les données officielles – ont émigré vers l'Ouest via l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Prague. Les centaines de voitures qu'ils avaient sans regret abandonnées sur les parkings pragois en route vers la démocratie capitaliste, l'attestaient. Les citoyens de Prague ont été témoins du refus en acte de vivre sous le « socialisme », et quand les manifestations de masse et la chute du Mur de Berlin ont suivi en Allemagne, il devint clair pour les staliniens tchécoslovaques que l'axe de la ligne dure – Berlin, Prague, Bucarest – qui n'abandonnerait jamais le « socialisme » aussi facilement que Varsovie et Budapest – ne se matérialiserait jamais.

Le rythme de cette période devenait plus intéressant.

Plusieurs manifestations pour défendre l'environnement ont eu lieu au nord de la Bohême. Elles n'avaient pas été organisées par les dissidents mais par des gens du coin, principalement des jeunes²⁷. Et la dissidence avait, après tout, des raisons pour créer du mécontentement. « *Toute la communauté culturelle devenait active...rejointe par la communauté scientifique. Les dissidents ne vivaient plus dans un ghetto. La société s'était déjà mise en mouvement avant le 17 novembre. Des contacts réguliers s'étaient établis entre les acteurs, les scientifiques, les artistes du cinéma et les étudiants.* », rappelle Jan Ruml²⁸. La pétition, « *quelques phrases* » (*Několik vět*)²⁹, avait été signée par environ 40 000 personnes et l'opposition préparait une réunion publique de tous les signataires pour le 10 décembre. Certains, de l'autre côté de la barricade affirment (un alibi post-festum ?) que le KSČ préparait un congrès en décembre, pendant lequel il aurait « progressivement » ouvert les questions controversées comme l'abolition du rôle dirigeant du parti.

Des meetings totalement différents se sont déroulés en novembre car la maturation de la période avait été accélérée par la manifestation étudiante du 17 novembre. Il est caractéristique du changement de climat de l'époque que, bien que la manifestation controversée ait été appelée par un groupe étudiant indépendant, elle était soutenue par l'Union socialiste de la jeunesse et approuvée par la direction du KSČ, tant au niveau local que national.

²⁵ Et il maintint cette promesse menaçante en novembre 1989.

²⁶ L'URSS ne voulut pas reconnaître les contradictions que de tels changements de politique entraînaient. Quand Miroslav Pavel, le porte-parole réformiste du gouvernement reprocha à un des représentants russes en Tchécoslovaquie que l'URSS était responsable de la direction normalisée en Tchécoslovaquie parce qu'elle l'avait installée, celui-ci répondit en riant : « *Si vous prenez vos affaires en main, il faudra qu'on les ramène à Moscou sur nos tanks, n'est-ce pas ?* » (Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »))

²⁷ L'auteur d'un de ces tracts était un apprenti de 16 ans. Les manifestations étaient composées d'apprentis, d'étudiants et de membres de la sous-culture punk. (Miroslav Vaněk et al: « *Ostrůvky svobody* » (« Iles de la liberté »))

²⁸ « *10 pražských dnů* ». (« 10 jours à Prague »)

²⁹ Les « quelques phrases » étaient une pétition lancée par la Charte 77 au printemps 1989 et qui, à l'automne, avait recueilli 40 000 signatures et qui comprenait des revendications de liberté d'association, de la presse, de libération des prisonniers politiques, etc.

ANATOMIE DE LA TRANSMISSION DU POUVOIR

Que les transformations de novembre ne soient pas à contre-courant de l'Histoire, ne signifie pas pour autant que nous devions minimiser le rôle de ses acteurs. Malgré leur déroulement graduel, les événements n'ont pas dispensé l'opposition de prendre en compte et de diriger le changement.

La situation ne requérait pas seulement un talent pour la tactique et l'improvisation concernant les premières étapes dont les résultats furent immédiatement visibles (comme la suppression du KSČ)³⁰.

Du point de vue de l'opposition, l'enjeu était bien plus important. Du moment où il était devenu de plus en plus clair que le principal était de définir « *ce qui va suivre* » – autrement dit de former le futur ordre politico-économique – l'opposition devait conduire la transformation vers une voie plus efficace de l'exploitation de la force de travail et une forme démocratique et moderne de la domination capitaliste sur le prolétariat, tout en s'assurant, après la chute de la démocratie populaire, qu'elle émergerait comme le futur pouvoir dirigeant le plus solide.

Si nous tentons de comprendre comment l'opposition a joué sa partition en novembre, et, plus important, si la classe ouvrière s'est trouvée être et s'est affirmée comme un pouvoir autonome au sein du tourbillon des événements de novembre, nous devons consacrer la partie suivante à l'anatomie concrète de la transformation de novembre.

Le Forum Civique et les étudiants : l'avant-garde et sa « force brute » en laisse

Les événements ont débuté par la répression d'une manifestation d'étudiants, le 17 novembre. Le soir même, les étudiants commencent à organiser la protestation : même sans expérience préalable de la grève, ils décident de l'occupation et recherchent des alliés. Ils trouvent ces derniers chez les comédiens de Prague. Les étudiants les plus décidés (ceux de la DAMU³¹) étaient en réalité déjà en contact avec eux ; de plus, les comédiens avaient comme atout leur popularité et aussi un contact avec le public des théâtres qu'ils influençaient par ce moyen. Ces deux groupes, les étudiants et les comédiens, sont les forces à la racine des événements de novembre.

Le jour suivant, le samedi 18 novembre, se déroule entièrement sous leur direction. Lorsqu'un porte-parole du groupe de la Charte 77 arrive à leur rassemblement avec sa proclamation, il se trouve débordé par la propre annonce des étudiants : leurs positions sont inexplicablement plus radicales que les proclamations défensives de la Charte 77, qui sont écrites de façon routinière sans beaucoup d'anticipation. La position des dissidents est si peu dans le coup (obsolète par rapport aux événements récents) que le porte-parole décide de ne pas la lire. Un jour plus tard, cette proclamation deviendra l'ébauche de base de la proclamation de la création du Forum Civique.

Au début des événements de novembre, la seule alternative à la politique des dissidents était le mouvement étudiant³². Mais ce n'est pas tout. Par de nombreux aspects, le mouvement étudiant était en avance en termes de stratégie (alors que les dissidents et leur produit tardif qu'est le Forum Civique, parlaient encore de dialogue, les étudiants mettaient en avant qu'il n'y avait plus de place pour le dialogue), de programme et d'organisation.

³⁰ Après tout, le premier ministre fédéral, Ladislav Adamec, un solitaire, était un adversaire plus rusé et tenace pour l'opposition que le maladroit KSČ.

³¹ DAMU : *Divadelní fakulta Akademie múzických umění*, Faculté d'arts dramatiques.

³² Bien que progressivement, le camp des modérés (étudiants des écoles techniques et scientifiques) prit l'ascendant sur les « radicaux » des écoles d'art.

Même si le mouvement étudiant a tenté de s'adresser à toute la société³³, il n'est pas devenu le créateur et le représentant d'un consensus élargi à l'ensemble de la société. Ce rôle était laissé au Forum Civique ; plus précisément, le Forum Civique assumait ce rôle en prenant la direction dans la rue et en commençant un dialogue avec le pouvoir en place. Le Forum Civique, soit l'avant-garde réelle de la transformation de novembre, a été fondé, le dimanche 19 novembre, dans le théâtre *Činoherní klub*. Sa création a été préparée par les dissidents de la Charte 77. Le Forum Civique a été créé comme un regroupement de dissidents, de comédiens et de représentants de diverses églises, qui devaient « *représenter la volonté des 40 000 signataires des "Quelques phrases"* ». »

Le jour suivant, sans s'appuyer sur le Forum Civique, se tient la première manifestation spontanée de 200 000 personnes (l'un des orateurs était Vasil Mohorita, président de l'Union socialiste de la jeunesse). Peu après, le Forum Civique se donne pour but de gagner le contrôle des manifestations. Il en est capable dès le lendemain, gardant toujours, par la suite, la tête des événements de masse dans les rues. Les manifestations pacifiques organisées par le Forum Civique offrent peu de place pour la discussion libre et improvisée. Leur scénario est très précis : ce sont des spectacles préparés avec soin, des shows organisés. La manière dont la foule est prise en charge a véritablement un aspect théâtral et un grand sens du détail.

Les manifestations ne peuvent pas durer plus d'une heure (ainsi que l'a plus tard expliqué le militant-clef de du Forum Civique, Alexandr Vondra³⁴, « *nous ne pouvions laisser les gens s'ennuyer, nous devions les garder sous tension en permanence* ». »).

Les orateurs sont choisis à l'avance, pour des raisons de relations publiques : comédiens, sportifs et chanteurs font des apparitions sur scène, faisant exploser leur crédit moral, des célébrités connues des médias staliniens aussi bien que des émigrés, des dissidents ou encore un scientifique ou un travailleur se trouvent ici et là. L'organisateur vérifie que l'impression générale reste fidèle à l'intention première : il fait attention à garder un équilibre entre les discours et les chansons (à ce propos, Vondra commente : « *de sorte que les gens sachent que nous ne sommes pas de vieux barbants comme les staliniens, et que nous savons nous amuser* »³⁵ »), joue sur les émotions et dose le pathos national pour une foule couverte de drapeaux tricolores.

Et alors que le Forum Civique pouvait prendre le contrôle des manifestations (et y mettre fin à Prague sept jours plus tard, cet arrêt étant respecté par la rue), il pouvait aussi se positionner comme le chef de file des négociations avec le pouvoir stalilien. La première rencontre avec le premier ministre fédéral a lieu dès le 21 novembre.

Qu'est-il arrivé aux étudiants ? Comparés au Forum Civique, ils étaient l'élément le plus radical³⁶, qui demandait une rupture plus rapide et sans compromis avec le « communisme ». Un élément avec lequel le Forum Civique était souvent en désaccord et ne voulait pas qu'il se fasse trop entendre. La relation du Forum Civique avec les étudiants était cependant plus souple et délicate. Toutefois, autant le Forum Civique ne voulait pas laisser les étudiants trop interférer, autant il savait qu'il fallait compter avec eux. « *Même si nous sentions*

³³ Un des leaders étudiants, Šimon Pánek, expliquait : « *Nous ne voulons pas répéter l'erreur de 1968, quand les étudiants se retrouvèrent seuls, et donc nous pensons que la chose la plus importante est de se lier et de s'adresser à la population entière* ». (« *10 pražských dnů* ». (« 10 jours à Prague »))

³⁴ « *10 pražských dnů* ». (« 10 jours à Prague »)

³⁵ Ibid.

³⁶ De plus, les étudiants furent lents à soutenir le Forum Civique. Pendant les premiers jours, ils considéraient le Forum Civique comme rien d'autre qu'un « *groupuscule chartiste* » tout en étant sceptiques vis à vis des membres de la Charte 77.

parfois que les étudiants ne prenaient pas la bonne direction, nous préférons rester avec eux toute la nuit à en discuter plutôt que de forcer la solution », dit un autre représentant du Forum Civique, Petr Pithart³⁷.

Cette relation pétrie de patience que la force hégémonique de l'opposition devait entretenir avec les « radicaux » ne s'est pas développée seulement à cause de l'autorité morale « *de ceux qui avaient démarré la révolution* ». Comme l'admet Pithart lui-même, les étudiants étaient en position de force face au Forum Civique pour des raisons purement pratiques : les étudiants formaient l'infrastructure mobile de tout le mouvement. En particulier, à une époque où l'opposition était ignorée ou calomniée par les médias, les étudiants jouaient un rôle indispensable. Ils étaient ceux qui dirigeaient et coordonnaient « *la bataille pour le cœur et l'esprit des gens* ». Ils entreprenaient et coordonnaient des tournées dans les villes et les villages de tout le pays pour propager la « Révolution de velours »³⁸, ils distribuaient des tracts, collaient des affiches...

Ainsi, le Forum Civique employait une énergie maximale et de longs débats pour conserver le soutien des étudiants. Malgré les crises qui ébranlèrent leurs relations, il réussit à les maintenir à ses côtés. Quand les étudiants voulaient, par exemple, publiquement prendre leurs distances avec le Forum Civique en raison de la façon dont celui-ci avait dirigé la manifestation de *Letenská Pláň*³⁹, la panique frappa le Forum Civique et sa direction s'attela avec grand soin à convaincre les étudiants de changer d'avis. Avec des efforts similaires, le Forum Civique persuada, avec patience mais de façon décisive, les étudiants de ne pas poursuivre la grève les 2 et 3 décembre⁴⁰.

Les considérations de Pithart à propos du partenariat entre le Forum Civique et les étudiants peuvent être complétées, voire corrigées peut-être, par celles du meneur étudiant, Martin Klíma : « *Quand les étudiants se sont mis debout, vous devez vous exécuter, mais cela n'a été fait qu'à contre-cœur. (...) Nous avons toujours eu le sentiment qu'ils voyaient les étudiants comme une force brute qui pouvait être utilisée dans leur intérêt. Plus tard, nous n'étions plus cette force.* »⁴¹ La composante « sauvage » lors de la transmission du pouvoir n'a été réellement importante que pendant les premiers jours qui suivirent le 17 novembre.

L'importance des étudiants est déjà déclinante après la grève générale du 27 novembre. Les représentants de la coordination étudiante ne sont pas invités aux réunions importantes du Forum Civique (dans lesquelles sont discutées la stratégie de négociation avec le premier

³⁷ « *10 pražských dnů* ». (« 10 jours à Prague »)

³⁸ « *Pour faire de l'agitation, pour éveiller et informer, un étudiant, un comédien et un sportif voyageaient de concert, ce qui était une alliance heureuse qui avait la meilleure possibilité de toucher vraiment les larges masses. C'était une vraie guerre de l'information....* », disait Pánek, ajoutant que les dissidents ne pouvaient tenir ce rôle parce que la population ne leur faisait pas confiance et les considérait comme des « *subversifs* » (« *10 pražských dnů* ». (« 10 jours à Prague »)) Prague avait une attention particulière pour Ostrava, la traditionnelle ville minière, et Pilsen, le centre de Škoda : « *Nous avons besoin de personnes de confiance pour aller là-bas.* » (Miroslav Anton : « *Listopad 1989 v Plzni* » (« Novembre 1989 à Pilsen »))

³⁹ Ils critiquaient le grand nombre d'orateurs de la Charte 77 et la présentation populiste et manipulatrice de l'événement du prêtre Václav Malý, mais aussi les pratiques anti-démocratiques du Forum Civique, qui ne voulaient pas laisser des temps de parole aux communistes pragois.

⁴⁰ Avec succès mais de courte durée. Terminer la grève avait été mis en avant par le Forum Civique mais aussi par les étudiants en économie, en ingénierie civile et, en général, par les étudiants en sciences. Les étudiants en art étaient les plus vigoureusement opposés à la fin de la grève et démontrèrent ainsi leur proximité avec la température de la rue. Le Forum Civique et certains étudiants voulaient terminer la grève parce qu'ils étaient satisfaits de la composition du nouveau gouvernement (15 communistes et 5 non-communistes) tandis que les étudiants en art trouvaient cela à gerber. Mais quand même les rues de Prague protestèrent contre le nouveau gouvernement, les étudiants relancèrent la grève et le Forum Civique dut rejeter le gouvernement.

⁴¹ « *10 pražských dnů* ». (« 10 jours à Prague »)

ministre fédéral Adamec, ainsi que les revendications présentées au gouvernement) et aucun étudiant ne se trouve parmi les membres de la délégation de la coordination du Forum Civique à la réunion des principaux pouvoirs politiques (où paradoxalement, se trouvait l'Union socialiste de la jeunesse, qui était aux antipodes du mouvement étudiant).



Photo : Alexander Dubček et Václav Havel boivent à l'occasion de la démission de la direction du KSČ.

Premièrement, lorsque nous parlons de l'opposition, nous pouvons la réduire au Forum Civique. Mais pas seulement. C'est avant tout Prague. Le Forum Civique est entièrement un organe pragois : les Forums Civiques régionaux ne rencontrent le centre que le 23 décembre, plus d'un mois après sa fondation ! Ceci ne veut toutefois pas dire que les régions ne sont pas importantes dans le processus de passation du pouvoir. Si les oppositionnels de Prague n'avaient pu compter sur l'ensemble du pays, la situation eût été beaucoup plus compliquée pour eux. Voilà ce qui explique les « *belles chevauchées* » à l'attention de la province. Mais en réalité, les régions ne sont pas du tout intervenues dans les hautes sphères de la politique entre novembre et décembre. En fin de compte, la différence de la dynamique sociale de novembre entre Prague et la province est un chapitre à elle seule. Alors que Prague se réveillait peu après le 17 novembre, la perplexité et la méfiance envers le mouvement d'opposition prévalaient dans les autres villes (sans même parler des plus petites villes et autres villages)⁴². L'activité et l'influence des régions (avec la critique de la politique de « décommunisation » du Forum Civique, jugée pas assez offensive – le retrait des structures de la Nomenklatura – et la critique des prises de décision non démocratiques au sein du Forum Civique) ne décollera qu'au printemps 1990 (voir plus loin).

Deuxièmement, quand nous parlons du leadership du Forum Civique à Prague, il s'agit d'un organe dont est complètement absente la classe ouvrière : de même que les ouvriers

⁴² Un étudiant de Pilsen se souvient qu'à son retour à la maison, le 20 novembre, après un week-end à Prague où il avait ressenti l'atmosphère grisante de l'opposition en formation, il se sentait « *comme un idiot* » avec le drapeau tricolore agrafé à son manteau. Dans novembre 1989 à Pilsen « *Listopad 1989 v Plzni* » (« Novembre 1989 à Pilsen ») Miroslav Anton écrit que, lorsque le même jour, un militant essaya de prendre contact avec un groupe de travailleurs de Škoda sur une place en centre-ville, « *ces derniers le prirent pour un fou. Certains lui recommandant de ne pas les provoquer* » et affirme que, le lendemain, quand les étudiants de Prague arrivèrent pour leur « *joyeuse chevauchée* » à Pilsen, ils « *crèrent une onde de choc* » y compris pour les militants oppositionnels locaux, car ils « *demandaient catégoriquement la démission de plusieurs personnes de leurs fonctions politiques et de les juger pour les événements de 1969. Ainsi, l'annonce de la grève générale semblait irréaliste.* »

étaient absents de la liste avec laquelle Jan Rum essayait de démontrer que les dissidents « *étaient sortis du ghetto* », ils furent ultérieurement absents du Forum Civique. Sur cet aspect, il y avait une parfaite continuité entre les dissidents et le Forum Civique. Quand le comité de la coordination centrale s'est réuni, le 11 décembre, il n'y avait qu'un seul ouvrier.

Troisièmement, nous parlons d'un organe dans lequel les décisions importantes étaient prises par ses plus hauts représentants, qui n'étaient pas élus (ni révocables). Dans la pratique, toutes les étapes essentielles étaient décidées par un groupe de travail d'une dizaine de personnes (parfois élargi), au cœur duquel se trouvaient Havel secondé par Vondra et Jiří Křížan. Un groupe d'action d'une trentaine de personnes exerçait une certaine influence tandis que l'assemblée générale, qui était supposée être le point de contact entre les leaders et les membres se trouvait de plus en plus repoussée. Celle-ci ne manquait pas seulement d'un pouvoir de décision. Le temps passant avec ses développements trépidants et agités, la direction du Forum Civique trouvait de plus en plus difficile, ne serait-ce que d'expliquer ses décisions en assemblée.

L'assemblée générale fut mise de côté dès le 29 novembre. Après le 4 décembre, alors que le Forum Civique négociait le pouvoir avec le gouvernement, elle était quasi négligeable. Même s'il est vrai que les luttes ne commencent pas par un scrutin de vote et l'examen de ce que pense la majorité (les efforts pour avoir l'unité la plus forte possible des ouvriers dans la lutte est un pré-requis pour gagner, mais la lutte est entamée par l'action décisive et déterminée d'une minorité), la réalité qui dominait dans le Forum Civique après le 19 novembre, indique une absence d'initiative des militants de base.



Photo : les discussions entre le gouvernement fédéral et le Forum Civique. Ladislav Adamec, premier ministre, à gauche, et Václav Havel, le chef du Forum Civique, à droite.

Assez vite, en fait juste après la grève générale, le Forum Civique a reconnu qu'il n'avait plus besoin de la pression immédiate de la rue : il suffisait de la garder « à l'arrêt » et de l'utiliser, si besoin était, comme menace face au pouvoir stalinien déclinant.

De la façon dont cela s'est passé, cela n'a pas été nécessaire. Quand, armé d'un consensus établi à travers d'amples secteurs de la société (néanmoins, pas trop large mais relativement fort et significatif), le Forum Civique entama à huis clos les négociations, il réalisa que de l'autre côté de la table ronde, il n'y avait que les ruines du pouvoir monolithique stalinien.

L'appareil stalinien : pouvoir des sans pouvoir

« Excusez-moi, mais contre qui avons-nous lutté pour prendre le pouvoir (...) ? Contre le premier ministre de la république tchèque, František Pitra, qui pendant un quart d'heure nous implorait, un stylo à la main, de lui dicter les noms de nos candidats aux postes de ministres, candidats qui, de notre côté, n'avaient pas encore été désignés ? »

C'est ainsi que Petr Pithart⁴³ s'exprimait, en réponse à un article, de l'ancien dissident social-démocrate Jaroslav Šabata, qui célébrait la « révolution héroïque » qui en 1989 avait « lutté pour prendre le pouvoir » des mains des staliniens.⁴⁴ L'aile réformiste du KSČ n'avait pas assez de force pour s'établir en novembre en tant qu'organe dirigeant de la nécessaire modernisation économique et politique, et la majorité conservatrice du parti était incapable de défendre le *statu-quo* d'avant novembre.⁴⁵

Bien sûr, le parti ne pouvait pas compter sur son outil favori, la répression, face aux manifestations de centaines de milliers de personnes à Prague. Mais ce qui témoigne de la faiblesse du régime est qu'il n'a pas décidé d'employer la répression durant les deux jours suivant le 17 novembre, quand le mouvement était encore en formation : les forces de sécurité n'ont pas dispersé les manifestations spontanées du samedi et dimanche à *Václavské náměstí* (dont la prise eu, pour le public, un sens symbolique significatif) et n'ont pas tenté d'empêcher les gens d'organiser des débats dans les théâtres.

L'armée flirta avec l'idée d'une répression violente du mouvement, mais le parti choisit de ne pas le faire. Les milices populaires ne furent pas engagées non plus : au départ, le parti les convoqua à Prague, mais les rappela la nuit du 21 au 22 novembre. 400 miliciens, qui arrivèrent tout de même à Prague, furent renvoyés chez eux. Qui plus est, l'URSS n'est pas intervenue, et les menaces de sanctions économiques en cas de désertion du « camp socialiste » par l'arrêt du pipeline de pétrole ou d'une « aide » militaire ne furent pas mises à exécution.⁴⁶

Bien sûr, cela ne veut pas dire que les staliniens n'essayèrent pas de réagir aux événements d'aucune manière. Dans les premiers jours, leur tactique fût : d'empêcher les « éléments indésirables d'entrer dans les usines » (la police arrêta les voitures lors des « belles chevauchées » se dirigeant vers la campagne, confisquait le matériel, miliciens et syndicalistes les empêchaient d'entrer dans les usines...) ; d'essayer de diviser le mouvement entre étudiants et Forum Civique ; de dénoncer le Forum Civique comme démagogique et tentant de manipuler les gens ; de conserver les organisations de bases du parti et la milice dans les usines ; d'établir des « forums communistes démocratiques » en compétition aux forums civiques, ou bien d'établir leurs propres forums civiques alternatifs (comme dans le cas de la région minière autour d'Ostrava) et d'établir une atmosphère de coopération entre le KSČ et le Forum Civique.

43« Devětaosmdesátý bez „neořeči“ » (« 1989 sans les informations »), *Literární noviny*, 05/01/2004.

44« Piha na Pithartově kráse » (« Un point sur la beauté de Pithart »), *Literární noviny*, 2003.

45Dans la partie d'échec contre son adversaire, le Forum Civique utilisa en premier lieu Adamec, un pro-réforme, qui jouait, non pas pour le comité central, mais cavalier seul, contre les staliniens les plus durs, le mettant plus tard échec et mat à son tour.

46Alors que l'ambassadeur soviétique promettait aux étudiants en novembre qu'ils n'avaient rien à craindre de l'URSS, l'ambassade étasunienne ne voulait pas s'impliquer non plus. Un diplomate américain refusa de photocopier la déclaration des étudiants : « je suis désolé messieurs... Votre gouvernement nous accuse déjà de soutenir les forces anti-gouvernementales de manière active... » Il acquiesça à la question de savoir s'il les protégerait dans l'ambassade en cas d'arrivée des tanks staliniens, mais ajouta : « que pourrions-nous faire d'autre... ? » (« 10 pražských dnů ». (« 10 jours à Prague »))

Bientôt il devint clair, cependant, que le KSČ n'était pas une organisation vivante capable d'initiative et à la mesure de l'opposition. La crise du stalinisme était plus profonde qu'il n'y paraissait.

Sur quoi le Parti, dont le « rôle dirigeant » n'existait plus que sur le papier de la constitution, pouvait-il compter ?

Dans les échelons inférieurs, au niveau local, on vivait l'impuissance, ainsi qu'une attente d'instructions venant d'en-haut (qui, soit, n'arrivaient jamais, soit, étaient contradictoires et inadaptées à la réalité), mais aussi un manque de confiance dans leur propre parti. Une méfiance qui, bien sûr, n'était pas née de la dispersion violente de la manifestation étudiante : nous pouvons citer l'étude de mai 1989, selon laquelle 57 % des membres du KSČ et 52 % de ses représentants disaient croire que ceux qui menaient la Péréstroïka en URSS ne garantissaient pas son succès. En juin, une autre étude révéla que seulement 46 % de ses membres rejoindraient à nouveau le parti s'ils avaient le choix, contre 29 %, non, et 25 % d'indécis.

Le KSČ pouvait-il alors compter sur les bases économiques de son règne, sur le monopole d'État et ses managers, qui étaient, en prenant en considération leurs intérêts matériels, liés à lui ? Pour ce qui est de cette publication, nous nous concentrons sur l'anatomie de quelques semaines de novembre et décembre 1989 et les aspects les plus politiques de la transformation ; il n'y a pas assez d'espace ici (et pas assez de connaissance détaillée du fonctionnement quotidien de l'économie avant novembre de notre côté) pour répondre à une question quant à la nature économique du stalinisme en Tchécoslovaquie. Encore une fois, nous renvoyons le lecteur vers un texte que nous voulons publier à ce sujet.

Nous voudrions préciser, cependant, que l'économie stalinienne ne peut être comprise que si nous regardons au-delà des formes légales de la propriété. Celles-ci ne disent pas grand chose quant aux relations effectives dans le processus concret de la production et de la circulation. Quel que fut l'état *de jure*, des capitaux individuels opéraient déjà en URSS avant novembre, leurs administrateurs étant *de facto* leurs propriétaires, et ils étaient mis de fait en compétition (pour obtenir un assouplissement du plan de l'État, plus d'investissements et de ressources, moins de restrictions environnementales, etc.).

La Nomenklatura économique stalinienne prenait de plus en plus le rôle d'entrepreneurs durant le processus de « normalisation » des années 1970 et 80 : on leur autorisait une autonomie grandissante, il y avait à la fois de l'espace à l'initiative et des pressions sur la performance – éléments des profits capitalistes. Les meilleurs managers (en plus de recevoir de plus fortes primes) renforçaient leur propre pouvoir au sein de l'économie contre les autres managers concurrents, pouvaient s'approprier une plus grosse partie de plus-value sous forme d'investissements, etc. Le pouvoir des plus forts, comme les managers des compagnies étatiques d'exportation (comme Chemapol, Ferromet, Motokov, Skloexport, Omnipol, etc.), ou des grandes entreprises, allait en s'accroissant – ils pouvaient désigner leurs propres représentants à la commission centrale de planification ou bien au comité central. Le plan était donc établi en fonction des processus et pressions de l'économie réelle, les besoins de la valeur et du pouvoir de capitaux individuels, dont ces managers étaient les fonctionnaires.

De plus en plus de membres de la Nomenklatura se trouvaient dans la position de gros hommes d'affaire, de par leur engagement dans les conglomerats. Le nombre de millionnaires « socialistes » grandissait. Avaient-ils un intérêt à maintenir le régime ?

Et pourquoi l'auraient-ils fait ? Il ne leur accordait pas autant d'autonomie qu'ils l'auraient voulu. Il leur manquait un marché non influencé par des tableaux « fournisseurs-acheteurs », il leur manquait les monnaies étrangères, ils ne pouvaient bénéficier entièrement de leurs privilèges. Bien sûr qu'ils seraient heureux d'accumuler sous forme de capital-argent

au moins une petite partie de la richesse qu'ils devaient accumuler sous forme de capital social, dans les conditions d'un marché étranglé. Et bien sûr, ils souhaitaient avoir la capacité d'investir cette richesse de manière privée.

Prenant en compte leurs propres intérêts matériels, ils ne voyaient pas leur propre avenir dans le contexte de l'ancienne économie d'avant novembre. Elle leur donnait des ailes tout en leur interdisant de voler trop haut.

Ils ne se sont pas souciés de défendre le régime d'avant novembre – ils se sont concentrés sur le terrain économique et ont créé les meilleures conditions pour une transformation vers un régime économique plus libéral. Après son établissement, il y eut une demande pour ce type de cadres – ils avaient les informations, les contacts et l'expérience. Pour les entreprises étrangères s'aventurant dans le marché nouvellement ouvert, ils étaient les guides indispensables et pouvaient s'emparer d'entreprises plus facilement que n'importe qui d'autre.

Les délégués aux départements économiques, les chefs et les managers des compagnies d'Etat, les banquiers, aussi bien que les bureaucrates staliniens responsables des régions (en considérant les régions comme des entités commerciales) utilisèrent leur longueur d'avance. Avoir été un membre de l'élite de l'administration durant le « socialisme » était un facteur important de la transformation d'une carrière après novembre. Seulement une petite partie des gens qui n'étaient pas membres du KSČ et n'avaient aucun rôle dans le management avant 1989, connut la réussite dans les premières heures de la transformation et réussit à devenir d'importants hommes d'affaires.⁴⁷

LA CLASSE OUVRIERE PRISONNIERE DE L'EXPERIENCE STALINIENNE ET DU CONCEPT DE CITOYENNETE

Nous avons mis en exergue que ni l'histoire, ni la précédente classe dirigeante ne se sont mises en travers de l'opposition. Cela, cependant, ne veut pas dire que la passation de pouvoir se joua uniquement « en coulisses ». Le Forum Civique n'était pas le général sans armée de la chanson, il pouvait s'appuyer sur les manifestations et le soutien public ; les rues étaient pleines d'affiches avec des appels, des critiques du KSČ, des blagues et des poèmes. Novembre 1989 fût empreint d'espoir, de solidarité spontanée et de créativité.

Où était la classe ouvrière ?

Bien sûr, il y avait des ouvriers sur les places des villes. Et pas seulement : l'arrivée des ouvriers de ČKD menés par Petr Miller à la *Václavské náměstí* fut un moment décisif, dont le poids et la signification fut reconnu de tous, et donna peut-être le coup fatal au stalinisme. Le message, « *le roi est nu !* » (le parti « communiste » représente des ouvriers qui s'en balancent) était clair. En tant que classe aux intérêts spécifiques, cependant, les ouvriers furent absents des événements de novembre.

Le centre de novembre 1989 était en dehors des lieux de travail

« *Nous étions d'accord que si nous devons organiser quelque chose à Škoda, il était nécessaire de joindre nos forces à celles des gens des théâtres et des étudiants.* »

Un témoin raconte ainsi la rencontre de deux ouvriers de Škoda avec un militant de l'opposition, le 20 novembre à Pilsen.⁴⁸

47Vladimír Benáček : « *O původu a zdrojích proměn české podnikatelské elity.* » (« Sur l'origine et les sources de changement dans l'élite entrepreneuriale en Tchéquie ») *Lidé města*, no. 1, 2008.

48Miroslav Anton : « *Listopad 1989 v Plzni* » (« Novembre 1989 à Pilsen »)

La classe ouvrière ne lança pas novembre 1989 et ne fût pas non plus capable d'occuper l'espace libéré par le déclin du monopole social stalinien avec ses propres buts. Un des rares exemples d'intervention de la classe dans les évènements, à travers le prisme « travail – capital » fut le tract « *Questions intéressant les ouvriers* », ⁴⁹ qui apparut dans les rues de Prague après le 17 novembre (et qui témoigne de fuites, vers le public, d'informations quant aux changements économiques en discussion). Les 37 questions qui y sont listées témoignent d'une large variété de sujets qui amenèrent les gens dans la rue : ils concernent l'environnement, les fournitures médicales et les capacités des hôpitaux inadaptées pour les ouvriers, l'existence de cliniques spéciales pour l'élite du parti. Mais elles contiennent également des sujets décrits d'un point de vue loin d'être commun en novembre :

« 5. *Qui est responsable de cette situation dans laquelle le gouvernement compte fermer les haut-fourneaux, les mines etc. ? Que vont devenir les ouvriers laissés sur le carreau ? Est-ce que les métallos et les mineurs de 55 ans devront aussi travailler dans les services ?*

6. *Quelles seront les conséquences de l'embargo sur la construction que le gouvernement prévoit de prolonger jusqu'à l'été ? Que va devenir le million d'ouvriers de la construction ? Que vont devenir les infrastructures déjà construites ? Est-ce que quelqu'un nous a demandé à nous les ouvriers de la construction de donner notre avis sur la question ?*

7. *Est-il vrai que les projections du gouvernement tablent sur un scénario qui prévoit 1 million de chômeurs ? »*

Le tract est une tentative d'analyse de l'évolution de la situation et des conditions de vie du point de vue de la classe ouvrière – et ceci était très rare dans le contexte de novembre 1989. Le point de vue qui dominait dans la « Révolution de velours » était celui de la « société civile » de la « citoyenneté » ; les ouvriers n'étaient pas au centre de la transformation. Ils n'ont agi que comme force de soutien des étudiants ou du Forum Civique.

Le Forum Civique ne voulait pas faire sortir de la bouteille le génie de la révolte ouvrière. Il souhaitait un déroulement pacifique et ordonné de la « *révolution de l'après travail* », comme l'a nommé l'historien Jan Měchýř. « *Nous ne voulions pas que les gens se mettent en grève à leur initiative. Nous voulions que les évènements se déroulent pacifiquement sans heurts économiques* », dit un membre actif du Forum Civique, Václav Malý, qui explique, « *par exemple, certains de Prague venaient et disaient qu'ils allaient fermer tous les magasins. Nous nous opposons fermement à cela en expliquant à ces gens – qui étaient certainement mus par de bonnes intentions – que nous ne voulions pas de remous économiques, qu'il était nécessaire que la vie continua (...). C'est pourquoi nous avons organisé les manifestations après les heures de travail pour que l'on ne puisse pas nous reprocher de vouloir la destruction économique, la déstabilisation, d'être à l'origine du chaos économique et social.* »

49 « *10 pražských dní* ». (« 10 jours à Prague »)



Photo : des ouvriers de l'entreprise de construction *Metrostav* lors d'une manifestation, à Prague, en décembre.

D'un côté, même la grève générale n'était pas supposée faire mal – Le Forum civique a appelé à cette grève d'une manière purement démonstrative. 25 % des salariés a obéi, 15 à 20 % n'a pas participé à cette grève de leur propre initiative et les autres ont été dissuadés d'y participer.⁵⁰ Les ouvriers n'ont pas utilisé la grève comme un moyen de lutte sur leur lieu de travail, ce qui aurait pu les transformer en acteurs politiques de premier plan. Leur action a été dénaturée et changée en eau de boudin par la volonté du Forum Civique. Les ouvriers qui, pendant la grève, ne se sont pas contentés d'épingler la cocarde tricolore à leur vêtement ont dû de toute façon rattraper les heures non travaillées. On peut juger de l'état d'esprit des 15 à 20 000 ouvriers qui se sont réunis dans les locaux de Škoda de Pilsen par la discipline avec laquelle ils ont attendu que les élections des dirigeants d'entreprise prennent fin, que le directeur d'usine autorise l'ouverture des grilles pour qu'ils puissent partir à la manifestation de la Place de la République.⁵¹ On est loin d'une attitude révolutionnaire ! Ensuite, juste après la grève, le Forum Civique déclara : « *Le temps des manifestations de masse est terminé !* »

D'un autre côté, début décembre, une association des comités de grève enregistrait jusqu'à cinq milles comités. Ces comités ont-ils surveillé la hiérarchie dans les entreprises ? Ont-ils utilisé la situation pour lutter plus efficacement contre les patrons et la maîtrise issue directement de l'autorité stalinienne, avec qui ils étaient en contact direct ? Selon les historiens, après la grève, les comités se sont surtout concentrés à neutraliser et à remplacer les syndicats staliniens (à la fin en mars 1990, les comités se sont réellement transformés en

⁵⁰Jan Měchýř: « *Velký převrat či snad revoluce sametová?* » (« Le grand renversement ou, peut-être, une Révolution de velours ? »)

⁵¹Le directeur de Škoda s'était déjà révélé être un interlocuteur « conciliant » avec ses employés. Quelques jours avant ces événements, il a eu un entretien avec un petit groupe d'ouvriers, Il s'est engagé sans effort à autoriser un rassemblement à l'intérieur de l'usine si les ouvriers étaient prêts à rattraper les heures perdues. Il leur a aussi proposé de mettre en place une estrade improvisée pour la tenue de la manifestation. Un militant de Pilsen qui raconte ces événements de novembre dans un livre « *Listopad 1989 v Plzni* » (« Novembre 1989 à Pilsen »), fait les commentaires suivants : « *C'était un résultat absolument incroyable. Il faut imaginer que ces revendications étaient mises en avant par 5 à 6 personnes qui ne se connaissaient même pas une semaine auparavant !* » Ceci témoigne non seulement de la bonne volonté qu'a mise le patron stalinien à utiliser la dynamique des salaires, mais aussi de l'état dans lequel se trouvait l'organisation ouvrière en novembre 1989 dans une usine de 40 000 ouvriers !

syndicats) ; cependant les travaux de recherche historique manquent pour comprendre ce qui s'est passé d'une manière moléculaire sur les lieux de travail.

Début 1990 : la vague de purge des dirigeants

Quelques mois plus tard, au début de 1990, les lieux de travail ont été le théâtre de grèves spontanées (aussi bien dans les secteurs clés comme la métallurgie, les mines que d'autres secteurs comme l'hôtellerie etc..). Ces grèves spontanées avaient majoritairement comme objectif le départ de la hiérarchie stalinienne, et ont posé un problème si sérieux qu'il a été pris en compte par le gouvernement tchèque. Celui-ci a publié un communiqué qui disait que le déroulement des événements « avait pour conséquences la désintégration des structures hiérarchiques et ceci mettait en danger le fonctionnement normal de l'économie »⁵²

Le Forum Civique demanda que les Forums locaux s'opposent aux renvois spontanés de dirigeants. La « plaie » des votes de défiance fut dénoncée dans la presse parfois sous forme d'épisodes assez comiques : « Assieds-toi s'il te plait » dit un ouvrier à son collègue, « lorsque le patron reviendra pour nous dire que la pause est terminée, nous ferons un vote de défiance... », mais surtout de manière plus sérieuse par les syndicats. Ceux-ci invoquèrent la nécessité « de donner plus d'importance à la discipline au travail, que celle-ci soit contrôlée par la hiérarchie, avec le soutien des syndicats, afin que tout le monde se sente plus responsable. »

Les grèves ne se sont pas généralisées, n'ont pas tissé des liens entre elles, les syndicats nouvellement créés ont, petit à petit, pris le contrôle des conflits restés isolés.

Ce processus était toutefois assez contradictoire (parfois l'éviction de dirigeants n'était pas due à la haine de classe, mais était plutôt le résultat de luttes d'influences entre différents groupes qui essayaient de prendre le contrôle de l'entreprise) et avait une connotation et un impact beaucoup plus large. D'une certaine manière, il était lié à « l'émancipation » des sections régionales du Forum Civique de l'emprise du centre situé à Prague. Les Forums régionaux avaient le sentiment que la « décommunisation » ne progressait pas suffisamment vite. Alors que la partie dissidente du Forum Civique de Prague s'opposait à cette « deuxième révolution », Václav Klaus a su prendre le train en marche. Il prit le contrôle de ce « mouvement » des régions, pacifia les « anti-communistes » les plus radicaux et imposa son hégémonie dans le Forum Civique tout d'abord et ensuite sur la scène politique tout entière.

Des références dévitalisées à 1968

La faiblesse de la classe ouvrière en novembre peut être partiellement expliquée par le fait que si la dissidence pouvait s'appuyer sur certaines structures dans le pays, la situation du prolétariat était bien moins bonne. L'impréparation de la classe ouvrière est aussi liée à l'absence de militants d'expérience issus des années 1970 et 1980. Le prolétariat de Tchécoslovaquie n'a pas eu son Gdansk. Les seules références utilisées par le processus de novembre étaient celles à 1968. Vu d'aujourd'hui, lorsque la « Révolution de velours » est célébrée et le printemps 1968 ignoré ou critiqué, le lien entre les deux événements semble inexistant mais, en novembre 1989, il était très palpable.

L'héritage de 1968 était si grand qu'il est même visible dans les déclarations du *Czechoslovak Democratic Initiative* (ČSDI). C'était un groupe minoritaire⁵³ mais le plus actif

⁵²« *Vláda ČR k výměně pracovníků* » (« Le gouvernement tchèque et le remplacement d'employé »), *Rudé právo*, 15/02/1990.

⁵³Durant l'année 1989, le ČSDI a eu l'ambition de « rénover » l'opposition indépendante et de mettre à l'écart l'organisation « apolitique » Charte 77. L'explication donnée par le chef du ČSDI, Emanuel Mandler, de son échec permet de comprendre quelle était la composition sociale des forces nouvelles recrutées par l'opposition.

politiquement que la dissidence ait produit et mis à l'écart aussi, et dont les positions étaient beaucoup plus radicales même que celle de La Charte 77. Il demandait la démission du gouvernement. Dans une déclaration datée du 17 novembre, il affirmait qu'un tiers des sièges dans le gouvernement transitoire devrait être occupé par ... les réformateurs « socialistes » du printemps de Prague !

1968 était, dans un certain sens, respecté y compris par les membres du KŠC stalinien et non seulement parce qu'il les hantait comme un cadavre dans un placard (en 1989, 43 % des membres du KŠC affirmaient que 1968 n'était pas une tentative de liquidation du socialisme, et pour 60 % d'entre eux, nombreux furent ceux qui furent injustement persécutés après août 1968⁵⁴). La direction du KŠC considérait le printemps de Prague comme un danger immédiat. Il était beaucoup plus inquiet à l'égard de la scission des « communistes » réformistes du « Club de la reconstruction Socialiste – Renouveau » (*Klub za socialistickou představu Obroda*)⁵⁵ que par les dissidents de la Charte 77 ou par d'autres groupes indépendants. Pour le KŠC, les dissidents étaient des amateurs, mais les soixante-huitards, combattants politiques ayant de l'expérience dans les hautes sphères (surtout au moment de la Perestroïka et de la Glasnost) étaient considérés comme des adversaires dangereux dans la lutte pour le pouvoir.⁵⁶

De même, l'opposition ne pouvait pas ignorer 1968 : c'était un symbole qui pouvait être exploité, mais, jamais et en aucune manière, l'opposition n'aurait laissé l'héritage de 1968 modifier la portée ou la profondeur des changements qu'elle entendait mener. Les économistes de droite qui travaillaient pour le Forum Civique refusaient de se voir comme des prisonniers de l'histoire. Dans leur mémoire sur novembre, ils reconnaissent ouvertement que leur manière de gérer l'héritage à la fois dérisoire et dangereux du printemps de Prague était d'appliquer la stratégie : utilise et transcende. Pour eux aussi, 1968 était une menace présente. Tout comme le KŠC qui craignait plus les soixante-huitards que les dissidents, le Forum Civique craignait plus les réformistes communistes que les membres de KŠC. Pour être plus précis, ils avaient peur que les soixante-huitards de « *Obroda* » prennent l'initiative et passe un accord avec le KŠC ce qui aurait eu comme conséquence de figer le processus de novembre (voir plus bas).

« *Nous avons perdu contre Havel car il a réussi à entrer dans les cercles culturels* » dit Mandler dans « *10 jours à Prague* » (« *10 prazských dnů* » (« 10 jours à Prague »)).

⁵⁴Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »)

⁵⁵Le Club annonça sa création dans un communiqué en février 1989.

⁵⁶« *Návrhy na využití politických prostředků proti domácím a zahraničním silám útočícím na socialistické společenské zřízení* » (« Des propositions pour l'usage de moyens politiques contre des forces extérieures et intérieures mettant en péril l'ordre social socialiste, préparés pour la réunion du comité central le 17 novembre 1989. ») (Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »))

Enfin, avec son idéologie naïve d'autogestion et de socialisme démocratique, 1968 était l'unique référence pour toute personne à gauche du KŠC. Mais même à ce niveau réformiste, il ne restait plus rien de concret de 1968. Le club « *Obroda* » avait quitté le terrain ouvrier aussi bien en terme d'âge qu'en terme de pratique⁵⁷ : c'était un groupe d'ex-représentants officiels du KŠC dont le but était surtout de faire admettre à leur parti qu'il avait tort, qu'il s'excuse et qu'il leur donne entière satisfaction politique. Il restait très peu du réformisme de 1968.⁵⁸



Photo : manifestation des ouvriers de ČKD

⁵⁷Pour être honnête, les staliniens firent beaucoup pour rendre les contacts dans la classe ouvrière plus difficiles, comme nous l'a relaté un camarade. Après que les soixante-huitards furent évincés des postes du parti de leur entreprises ou de l'Etat, ils furent classés dans des professions ouvrières, sur des postes choisis avec soin afin de les isoler le plus possible les uns des autres. Ceci était est probablement aussi le cas de Pilsen.

⁵⁸Si en novembre 1989, il y a eu marginalement des tentatives pour reprendre les idées d'autogestion de 1968, comme à Škoda à Pilsen (à l'initiative même des soixante-huitards), elles restèrent stériles et n'eurent aucune chance de jouer un rôle dans le déroulement des événements.



Photo : manifestation des ouvriers de l'usine chimique d'Ústi nad Labem.

Murmures, pétitions, et menaces de grève

En mars 1989, le ministre de l'intérieur ordonna au corps de la sécurité Nationale (*Sbor národní bezpečnosti* : composé de deux parties, la « sécurité publique » en uniforme jouant un rôle classique de police et de la « sécurité d'Etat » habillée en civil et qui remplissait un rôle de renseignement et de contre-espionnage) de rendre un rapport sur ce qui se passait dans les entreprises. Les 186 rapports donnent une idée, certainement partielle, sur les « *sentiments et opinions négatifs* » des ouvriers et révèlent au moins, même d'une manière simplifiée, les problèmes qui ont fait bouger la classe ouvrière et comment elle a réagi.

Des vagues fréquentes de rumeurs exprimaient les préoccupations sans cesse croissantes sur les conditions de vie et concernaient un large panel de marchandises qui allait des journaux, aux produits alimentaires et le logement en passant par les matériaux de construction, les produits électroniques, etc.

Le fil conducteur de ce rapport est grondement et colère verbale : selon la sécurité nationale, les ouvriers profitaient des réunions de sections du parti pour exprimer leur ressentiment (« *Parce que les organisateurs ne sont pas capables de gérer la situation, il est nécessaire d'annuler le rassemblement au dernier moment.* » rapport de juillet 1989 sur la ZŤS Martin, entreprise de construction de machines-outils.)

Des informateurs enregistrent des opinions selon lesquelles : « *les problèmes ne sont pas en train d'être résolus au profit de la classe ouvrière. Ceux d'en haut ont des privilèges.* » « *Les communistes devraient dire la vérité en face* », « *la Perestroïka se fera aux dépens des travailleurs* », « *Avec la bonne personne comme ami, vous pouvez fêter l'obtention de la médaille du Travail* » ; « *Les syndicats sont passifs, ils ne sont pas capables de nous défendre.* » Dans l'usine Škoda de České Budějovice, les ouvriers demandaient, via une pétition, une augmentation des tarifs horaires de 50 % pour faire face à l'inflation.

Un rapport du mois de mai signale que, dans une fonderie de nickel à Sereď, les travailleurs avaient menacé de démissionner collectivement à cause des bas salaires. En juin à Brno, 600 salariés, y compris des militants syndicaux, menacent de quitter une entreprise de construction industrielle à cause de la politique salariale et d'encadrement. De janvier à mars 1989, 170 avis de démissions ont été enregistrés dans la cimenterie et usine à chaux à Rohožník (Slovaquie occidentale) – car à cause des conditions économiques défavorables, les salariés n'ont reçu aucun bonus et parce que le bruit courait que les employés polonais recevaient des salaires deux fois plus élevés.

Les informateurs ont enregistré plusieurs menaces de grève: En mai, les mineurs des mines d'uranium en Bohême de l'ouest menaçaient de descendre au fond du puits et de ne plus remonter « *à la façon du Kosovo* » ; en juin, les mineurs du puits « Octobre Rouge » à Ostrava-Heřmanice étaient prétendument prêts à faire grève pour la suppression des heures supplémentaires qui n'étaient pas assez payées. En septembre, des ouvriers de ZŤS Martin demandent de manière résolue que dans les 15 jours démarrent des pourparlers pour satisfaire leur revendications, sans quoi ils arrêteraient le travail pour les « *salaires et la sécurité sociale* » ainsi que contre des « *conditions de travail inacceptables* ». Les mineurs de Tchécoslovaquie étaient au courant que leurs collègues en URSS étaient en grève. Un des rapports du mois d'août mentionne que les grèves dans les puits d'Union Soviétique suggèrent aux mineurs du puits « 1er mai » à Karviná que c'est seulement par ce type de moyen « *qu'il est possible d'améliorer ses conditions de travail et de vie* ». Lorsque en septembre, il y a des rumeurs de mise au chômage massives parmi les carriers dans les mines d'uranium près de Žďár nad Sázavou, sont apparues « *des opinions selon lesquelles à la manière de ce qui se passe en URSS, il faut regarder si les grèves peuvent aider à faire reculer la baisse d'effectifs dans les mines, voire la fermeture des puits* ».

Il y a eu des débrayages : en mai, les informateurs enregistrent qu'à l'usine Agrozeta à Rožňava (Slovaquie), des travailleurs à la chaîne ont arrêté le travail pendant plusieurs heures pour protester contre la situation économique. Les sources d'information caractérisent cette situation de « grève silencieuse ». Dans une usine de mécanique lourde à Komárno (Slovaquie), une grève minoritaire finit de manière victorieuse. Les 3 et 4 septembre, huit ouvriers refusent de prendre leur poste expliquant plus tard que « *la raison était la baisse du salaire moyen* ». Le 7 septembre, la direction de l'entreprise décide d'augmenter ces salariés qui reprennent le travail.

La classe a réagi à un ensemble très varié de problèmes. Comme le prix du riz, les conditions de travail, le salaire, les menaces de licenciements. Pour se faire entendre, les ouvriers ont utilisé les réunions qui étaient prévues par les organisateurs staliniens pour condamner publiquement le texte « *Quelques petites phrases* ». Un problème particulier a été les travailleurs immigrés polonais qui touchaient de meilleurs salaires pour le même travail ainsi que les ressortissants hongrois et polonais qui faisaient massivement leurs courses en Tchécoslovaquie.

Si l'on suppose que seuls les faits les plus marquants ont été collectés dans ces rapports, le nombre d'incidents dans les entreprises ainsi que leur intensité n'est pas particulièrement important (d'autant plus que, d'après les services de sécurité, les menaces ne furent jamais mises en exécution) cependant ils mettent en évidence le fait que les conditions de vie et de travail des ouvriers tchèques étaient loin d'être idylliques et qu'elles étaient révélatrices de la crise politique et économique traversée par le stalinisme. En même temps, ces rapports sont cependant révélateurs que la classe ouvrière n'a pas su trouver, avant novembre 1989, des formes plus organisées pour exprimer ce mécontentement.

Deux faces de la même médaille : l'hyper politisation stalinienne et la « politique apolitique » des dissidents

Dans notre évaluation de la situation de la classe ouvrière en novembre 1989, il est utile de rappeler la nature du stalinisme. L'expérience vécue par le prolétariat tchèque, avant novembre 1989, était celle d'un pays où la démocratie moderne était absente, où la séparation entre la vie politique et la société civile n'était pas complète, dans un Etat qui n'était pas pourvu des divers mécanismes pour canaliser ses conflits internes, ceux dont est dotée habituellement la démocratie capitaliste.

Si la société civile au sens le plus large est un « airbag » qui protège la démocratie des chocs, le régime stalinien était d'autant plus fragile qu'il a manqué d'un tel amortisseur. Tout ce qui peut être intégré à l'intérieur du système par le marché, les institutions d'Etat ou les institutions non-gouvernementales dans une démocratie capitaliste, était sous le stalinisme considéré comme une menace politique pour le système.

Comme le déclarait Václav Havel, dans son livre de 1978, « *Moc bezmocných* » (« Le pouvoir des sans-pouvoir », devenu depuis l'ouvrage de référence de « l'idéologie non-idéologique » de la dissidence) : « *Dans des conditions où la politique a été supprimée comme un secteur d'action humaine, dans de telles conditions, dans lesquelles elle a été exclue, elle a semblé revenir par la fenêtre ; tout devient crypto-politique, semi-politique.* »

Bien sûr, juste avant novembre 1989, il y avait une dimension politique dans la pénurie de papier toilette, etc. L'absentéisme et les défauts dans la production revêtaient aussi un aspect politique. Le refus de participation aux rituels du 1^{er} Mai relevait également d'une forme d'expression politique, au même titre que le gâchis dans la production ou le fait de porter les cheveux longs. Porter l'attention sur les questions environnementales ou écouter de la musique contestataire relevait aussi d'une forme de contestation. Tout ceci était automatiquement attribué à un esprit antisocialiste. Sous le stalinisme, l'idée même d'une société civile prenait une dimension revendicative. Après tout, l'aspiration à une société civile, aux droits de l'homme et à la participation aux initiatives citoyennes fédérait la plupart des dissidents.

Les groupuscules de droite comme de gauche étaient marginalisés. Ce qui dominait surtout c'était le concept de « politique apolitique » théorisée dans le livre de Václav Havel déjà cité. C'était une rébellion existentielle de l'individu contre les structures bureaucratiques et leurs hiérarchies, contre l'automouvement de la civilisation technocratique et consumériste. Havel rejetait un changement de système (« *le problème n'est pas structurel mais c'est l'homme lui-même* ») et appelait à « *une négation du système à l'intérieur de nous-mêmes* » et à une vie où « *le mensonge serait absent.* »

Mais pendant que l'hyper politisation inhérente au stalinisme signifiait que pratiquement tout avait une dimension politique, y compris le concept de « vie sans mensonge », dans ce contexte, il était plus difficile au prolétariat d'élaborer son propre ordre

du jour politique. Il était aussi plus difficile pour la classe ouvrière de cerner quelles contradictions lui étaient spécifiques en tant que classe qui doit « *briser ses chaînes* »⁵⁹.

Et si le prolétariat ne se reconnaît pas en tant que classe avec ses propres intérêts, il peut être attiré sur le terrain du débat démocratique. En dépit des antagonismes de classe qu'il ressent dans sa vie quotidienne, à la fois dans le travail et dans la société, ses revendications sont dissoutes dans l'exigence d'une société civile, pour des élections libres et l'égalité devant la loi.

Le changement comme processus pacifique : du dialogue au pouvoir

Même dans une situation où le pouvoir était à prendre, une éventuelle participation de la classe ouvrière aux événements était un danger pour les instigateurs de la « Révolution de velours ». Le Forum Civique dirigeait et canalisait le mouvement étudiant comme une force en mouvement, mais implicitement, pour couper l'herbe sous le pied d'un acteur potentiel (réduit au rôle de figurant) pouvant entrer en scène : la classe ouvrière ; pour refuser à celle-ci une occasion de considérer la dynamique sociale du point de vue de ses intérêts spécifiques et de l'articuler politiquement.

La stratégie du Forum Civique se caractérisait par son insistance en faveur des changements politiques progressifs. Au tout début, le Forum Civique rejetait soigneusement le radicalisme. Quand Mandler du ČSDI exigeait la démission immédiate, après le 17 novembre, du gouvernement, le « chartiste » Vondra réagit de façon authentiquement « révolutionnaire » : « *Avec qui négocierons-nous ?* » Les efforts des porte-paroles du Forum Civique, pour éviter une crise constitutionnelle à tout prix, peuvent sembler drôle pour peu qu'on les considère comme des révolutionnaires. En revanche, si on les considère comme de futurs dirigeants qui souhaitent éviter des turbulences sociales inutiles, le soin qu'ils apportent à mettre en œuvre un changement progressif paraît logique.

Leur peu d'appétence pour la prise du pouvoir correspondait aussi au concept de « politique apolitique ». Le 1er décembre, Havel proclamait : « *Nous surveillons le pouvoir, nous sommes là pour garantir que le pouvoir mettra en œuvre des choix de société, dont des élections libres, mais nous ne sommes pas là pour exercer le pouvoir. Nous sommes toujours débordés.* »⁶⁰

L'avant-garde du nouveau pouvoir mandate ses représentants au gouvernement après des appels du pied appuyés du premier ministre stalinien. Le même jour, un tournant radical se fait sentir au meeting du Forum Civique et l'opposition décide d'envoyer aussi ses représentants au gouvernement fédéral. Ce changement d'attitude a quatre raisons :

La première, c'est la crainte que le premier ministre Adamec fasse une alliance avec les soixante-huitards d'« *Obroda* » pour barrer la route au Forum Civique.

La deuxième, c'est que l'équilibre du pouvoir avait changé grâce à l'intervention des économistes de l'institut de prévisions qui présentèrent un plan sérieux au Forum Civique : Václav Havel déclare que lui et son collègue Vladimír Dlouhý viennent d'être sélectionnés par les « *meilleurs des économistes mondiaux* » pour faire partie d'une équipe de sauvetage sponsorisée par les Nations-unies, « *qui était supposée être une équipe pour l'Europe de l'Est pour sauver l'économie de l'URSS, de la Pologne, de la Hongrie, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie. (...) Aussi nous attendons un peu pour voir.* »

Les économistes avaient confiance dans leur accession au pouvoir parce qu'ils étaient très au fait des conséquences des réformes économiques déjà approuvées par le KSČ, qui

⁵⁹ Karl Marx : « *Contributions à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction* »

⁶⁰ Jiří Suk : *Labyrinthem revoluce* (« A travers le labyrinthe de la révolution »)

étaient supposées s'appliquer au premier janvier 1990. Et ce, malgré les problèmes qu'un gouvernement sans le Forum Civique pourrait poser si l'opposition n'attendait pas les premières élections libres. « *Laisser faire au gouvernement ce qu'il veut avant les élections* », notait Klaus, « *ne doit pas arriver.* »⁶¹

Havel approuvait : « *C'est un sacré enjeu, parce qu'à partir du premier janvier, on suppose que ce nouveau mécanisme existe et tandis que chacun dit qu'il peut nous sauver, il peut aussi tout autant nous détruire (...) Avant le premier janvier, les économistes ne devraient pas intervenir partout.* »⁶²

La troisième, c'est que la volonté d'entrer au gouvernement était freinée par la crainte de la rue, qui continuait à pousser l'opposition « *à y aller pour ça* ». Si les staliniens ne sortent pas du gouvernement, il y aura une menace « *de bain de sang, des grèves incontrôlées, le Forum Civique sera renversé et il n'y aura personne pour entrer en pourparlers avec eux (...)* Une crise, des mouvements de grève spontanée, le chaos. »⁶³ Mais le but n'était pas simplement de donner au public le signal que l'avant-garde du changement marchait dans les pas du KSČ.

La quatrième, c'est que le Forum civique a aussi dû considérer qu'il serait bientôt au pouvoir et s'assurer d'une classe ouvrière aussi soumise que possible. « *Les économistes liés au Forum Civique* » insistait Havel durant la réunion, « *sont en train de préparer le programme : comment gérer la transition et comment calmer les ouvriers de Podlovka – et des autres grandes usines – qui étaient effrayés par la montée du chômage. Ils savaient exactement quoi leur dire : qu'ils ne seraient pas au chômage. Ils étaient tout à fait préparés à cela et nous garantissons qu'ils entreraient dans le jeu au bon moment, quand nous les appelleront.* »⁶⁴

S'il y a bien un moment-clé de novembre 1989, c'est celui de ce meeting de nuit du Forum civique. Celui où le rejet du pouvoir s'est heurté à deux coriaces adversaires. L'économiste Vaclav Klaus de l'institut de prévisions, qui insistait pour que les réformes économiques commencent sur le champ, et l'ouvrier de ČKD, Petr Miller, qui affirmait que « *les travailleurs veulent se débarrasser du KSČ !* »

Les économistes en protagonistes ambitieux se bousculaient au portillon du pouvoir pour veiller à ce que le prolétariat, comme fauteur de troubles potentiels, ne soit pas un obstacle.

La « fin du politique » comme écran de fumée

Le « politique apolitique » comme produit spécifique du stalinisme n'avait pas encore dit son dernier mot quand le Forum Civique poussait ses membres à obtenir des postes stratégiques dans le gouvernement. Avec le soutien du premier ministre du KSČ, et grâce à des intrigues de cabinets et à la pression, il a réussi à obtenir l'élection de Václav Havel comme président au parlement stalinien.

Pendant une longue période, « la politique apolitique » était devenue indispensable à la nouvelle classe dirigeante. C'était un moyen d'empêcher le prolétariat de sortir la carte de sa manche – son autonomie politique.

⁶¹ Jiří Suk : *Občanské fórum, II. díl* (« Le Forum civique, vol. II »)

⁶² Jiří Suk : *Občanské fórum, I. díl* (« Le Forum civique, vol. I »)

⁶³ Jiří Suk : *Labyrintem revoluce* (« A travers le labyrinthe de la révolution »)

⁶⁴ Jiří Suk : *Občanské fórum, II. díl* (« Le Forum civique, vol. II »)

En effet, l'idéologie du Forum Civique, qui a dominé la vie politique après novembre, était d'abord un rejet implicite de Marx : « *Le pouvoir politique est précisément l'expression officielle de l'antagonisme dans la société civile.* »⁶⁵

Le credo émanant des groupes dissidents « haveliens » du Forum Civique était la fin de la politique. Bien sûr, les rapports tendus et les contradictions existeront toujours après la chute du stalinisme, mais ils ne prendront pas de forme politique. Le temps de la résolution pragmatique et non-idéologique des problèmes particuliers était arrivé.

Ceux-ci n'étaient pas simplement des fantasmes idéologiques flottant au-dessus de la réalité de l'après-novembre comme quelques sophismes célébrés seulement par un politologue philosopant. Le concept de citoyenneté apolitique comme l'essence du concept de démocratie était alors une vraie force matérielle jusqu'à un certain degré.

Le mot d'ordre central du Forum civique était : « *Les partis sont pour les partisans, le Forum Civique est pour tout le monde !* », un slogan accroché partout sur les bâtiments. Il exprimait parfaitement ce concept de « politique apolitique » et tout individu qui avait vécu les événements de novembre comprenait très bien ce message : « *Ne nous laissons pas regarder le monde politiquement !* »

Nous sommes tous ensemble, il n'y a aucun substitut politique, pas d'intérêts de parti (et, surtout pas de classe), seulement une myriade de problèmes particuliers différents. Pour résoudre ceux-ci, des groupes de citoyens différents et des actions centrées autour de tel problème ou tel autre devront se regrouper, puis se dissoudre et se reformer de nouveau dans de nouvelles initiatives en résolvant d'autres problèmes⁶⁶.

La société capitaliste nous assure que le concept de « politique apolitique » (sans, bien sûr, utiliser le mot « capitaliste » à l'époque⁶⁷) ne connaît aucun antagonisme substantiel, a priori (l'antagonisme de classe) et le nie au passage. La politique est morte, parce qu'il n'existe que des rapports éphémères et privés, sans caractère social.

Tandis que la critique communiste repose sur l'existence de l'ouvrier collectif (qui est plus qu'une somme de ses parties : c'est un organisme de travail social basé sur la coopération sous le commandement du capital), l'idéologie démocratique conçoit le monde d'une façon opposée. Elle voit seulement l'individu séparé, isolé : elle voit le propriétaire d'un vote, le propriétaire d'un contrat de travail individuel, signé par un capitaliste individuel avec un ouvrier individuel⁶⁸, le pauvre citoyen comme vendeur individuel de force de travail

⁶⁵ Karl Marx : *Misère de la philosophie*. « *Le pouvoir politique devra disparaître après la dissolution du prolétariat comme classe, qui devra dissoudre les classes sociales et leur antagonisme dans une libre association des producteurs.* »

⁶⁶ Même Petr Uhl – qui était toujours trotskyste à ce moment-là, et qui fût élu député du Forum civique en juin 1990 – considérait le parlement tchèque comme un parlement *sui generis*, qui différait des institutions que l'on trouve dans les démocraties parlementaires classiques, et pensait le Forum civique comme base pour l'autogestion territoriale et économique. Ce n'était pas la dernière fois qu'il démontrait sa naïveté en matière politique. (voir *A-Kontra*, 1/1993)

⁶⁷ Le mot était évité pour de bonnes raisons : selon une enquête du 23-24 novembre, à propos de la voie que le pays devrait prendre, les Tchécoslovaques se déclaraient pour 45 % socialiste, 3 %, capitaliste ; 47 %, espéraient un système mixte et 5 % ne se prononçaient pas. L'enquête suivante, des 9-12 décembre, ne donne pas de résultats très différents : 41 % étaient pour la voie socialiste, 3 % pour la voie capitaliste, 52 % pour un système mixte et 4 % ne se prononçaient pas. A propos de la question des privatisations et si celles-ci devaient inclure a) pas seulement les restaurants et le petit commerce, mais également les grosses entreprises et b) les grosses compagnies agricoles, 8 % répondaient « oui » (4 % pour les grandes entreprises agricoles), « plutôt oui » 14 % (9 %), « plutôt non » 33 % (29 %), « certainement pas » 40 % (54 %), tandis que 5 % (4 %) ne se prononçaient pas. (Dragoslav Slejška, Jan Herzmann *et al.* . *Sondy do veřejného mínění* « Enquêtes d'opinion publique »)

⁶⁸ L'idéologie citoyenniste ne voit pas la relation ouvrier-capital (le rapport social). Il admet seulement l'existence de la relation ouvrier individuel-capitaliste individuel.

cherchant l'acheteur de sa marchandise (sa force de travail). Les événements de novembre ont gagné le nom de « Révolution de velours », mais leur vrai symbole était le drapeau tricolore civique.

Après tout, la prétendue « fin » de la politique est évidente vu la manière sévère avec laquelle le Forum Civique a traité les formations politiques issues de la dissidence, de droite comme de gauche. Elles étaient déjà reléguées au second plan par la dissidence et, en novembre, elles ont été tenues à l'écart des événements importants par le Forum Civique (sous la direction du Forum Civique, leurs représentants ont été déplacés intentionnellement de facto dans « la Commission conceptuelle » sans pertinence de façon à ne pas contaminer la gestion pragmatique de la transformation du stalinisme avec leur politisation et leurs arguties sans fin).

Et ce qui est beaucoup plus important, la « fin de la politique » a franchi les portes de l'usine. « *Conduire la politique en dehors des usines, a été la tendance du moment. C'est ce dont je me souviens le plus de novembre* », nous dit, dans une interview, l'un des gars de l'époque. Mais était-ce là juste une attaque du Forum Civique contre la présence politique des staliniens dans les usines ? En premier lieu, ce fut le cas lorsque les comités de grève ont commencé à se former dans les usines et que le Forum Civique les a appelés à se transformer en forums civiques et ont de cette façon copié la stratégie des organisations de base des entreprises du concurrent stalinien. Cependant, après la grève générale, l'importance politique des cellules d'entreprises - des comités ou des branches – a baissé. Et en aucun cas, on ne peut parler d'elles en tant que des formes embryonnaires d'organes politiques élémentaires de classe. Au printemps 1990, les comités de grève se transforment en syndicats. La pratique stalinienne est finalement chassée des usines et n'est pas remplacée - seuls les syndicats sont restés. Eux aussi, en tant que représentant de la force de travail collective sont limités à une position de véritable soumission. La classe dominante a fait le maximum pour donner le sentiment que le lieu de travail était un endroit privé dédié à la vente de la force de travail.

En plus de tout cela, comme durant tout le mois de novembre 1989, une grande attention a été accordée aux symboles. Ce n'est pas par hasard si Václav Havel a insisté pour la nomination de Petr Miller au sein du gouvernement. Ce fut, bien sûr, un signal : pourquoi donc penser à certains intérêts spécifiques de la classe ouvrière, si un ouvrier des forges, qu'il y a à peine quatre jours réalisait encore un tournage mécanique, est parmi les nouveaux ministres ? La politique « apolitique », les mots pathétiques sur la responsabilité et la morale, rassurant qu'il « *n'y aurait pas de chômage* », ont été simplement l'un des ingrédients dans la cuisine alchimiste de novembre. Ils ont servi la nouvelle classe dirigeante avant tout comme un écran de fumée qui couvrait aux yeux du prolétariat un atelier très politique, dans lequel la transformation économique était en cours d'élaboration.

Cette transformation, cependant, n'était plus régie par les figures de la dissidence mais par des experts économiques sortant des institutions d'avant novembre. Plus tard, les anciens dirigeants staliniens et les banquiers ont participé très habilement à ce scénario. L'économie est un domaine que la dissidence n'a jamais vraiment maîtrisé - pour des raisons compréhensibles. La dissidence n'était pas équipée pour les questions économiques, cela a été fait de bien meilleure façon par les experts économiques des institutions officielles, parce qu'ils avaient un meilleur accès à l'information, aux statistiques, aux analyses économiques les plus récentes ...⁶⁹ L'idée que, quelque part dans un bureau oublié de l'université avant novembre, il y avait les personnes qui travaillaient sur une analyse authentique de l'état des droits de l'homme en Tchécoslovaquie ou en analysant les moyens possibles de développer le

⁶⁹ Voir l'interview de Petr Pithart : « *Šedá zóna byla připravena, chartisté ne* » (« La zone grise était prête, les chartistes, non. »), Lidové noviny, 16 novembre 2004.

secteur à but non lucratif, est bizarre, bien sûr. Mais les experts économiques ont été relativement peu perturbés dans leur travail lors de la transformation en Pologne ou lors des privatisations en Amérique latine ...

Il est d'une grande importance que les structures officielles de l'Etat stalinien étaient beaucoup mieux préparées pour formuler un plan économique après la chute du stalinisme que les dissidents ou qui que ce soit d'autre. Le but n'est pas de mettre un accent populiste sur la continuité personnelle entre la classe dirigeante d'avant novembre et celle d'après novembre en Tchécoslovaquie. Beaucoup plus importante est la continuité des besoins et des tendances de l'économie - et précisément cet élément est le lien entre l'économie stalinienne et la recomposition du capital et de la classe, qui a eu lieu après novembre 1989. Cette question, elle aussi, fera l'objet d'une future publication.

EN GUISE DE CONCLUSION

Novembre 1989 a été l'expression d'une crise croissante du bloc soviétique (ce qui a pris plusieurs années en Pologne et plusieurs mois en Hongrie, a pris en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie quelques semaines seulement), la faiblesse de la classe dirigeante, en Tchécoslovaquie, ainsi que de la faiblesse de l'Union soviétique qui gardait son rôle hégémonique de l'Est européen. Novembre 1989 a été la finalisation de 1968, sous deux aspects.

Premièrement, si 1968 a été en Tchécoslovaquie, contre toute nostalgie de la gauche « radicale » locale, un pas vers une plus grande autonomie des capitaux individuels et un plus grand pouvoir pour leurs fonctionnaires (les « propriétaires », les gestionnaires), alors novembre a été la finalisation de cette étape et la dissolution des limites imposées sur les capitaux par l'État avant 1989.

Deuxièmement, si 1968 a été surtout une lutte pour la démocratie et les droits civiques, novembre a été une transition pour une démocratie civile moderne et développée avec un réseau chatoyant innervant la société civile, pouvant intégrer plus efficacement le prolétariat (mais jamais absolument !) que le rigide régime stalinien. En l'absence d'une société civile en novembre 1989, son substitut a été le Forum Civique. Ainsi, déjà en novembre, il personnifiait le danger du concept de citoyenneté pour le prolétariat. Dans les circonstances de 1989, la classe ne pouvait pas fonder son activité sur l'antagonisme qui est le seul qui lui est propre. La stratégie, couronnée de succès, du Forum Civique a pris soin de dissoudre les éléments potentiellement subversifs, la figure politique du prolétariat dans le concept de la citoyenneté et les droits démocratiques.

Quand nous disons que le vrai symbole de la « Révolution de velours » a été le drapeau tricolore citoyen, il faut ajouter que le drapeau tricolore est toujours le symbole de l'Etat et de la classe dirigeante. Si, aujourd'hui, nous poussons un soupir sur la faible mobilisation de notre classe, il faut savoir que la cause se trouve aussi en partie dans les événements de novembre, il y a vingt ans, lorsque la classe pouvait exploiter une partie relativement ouverte et ne pouvait pas intervenir en tant que force politique indépendante. La lutte des classes comme un rapport de deux moments, le prolétariat et le capital, n'est pas fixe, statique. Chaque moment a tendance à dominer l'autre. Si l'un d'eux ne peut pas occuper l'espace offert par la situation, il ne restera pas vacant - il sera occupé par l'ennemi. L'équilibre du pouvoir ne restera jamais le même : la position de l'agent passif est affaibli au profit de l'adversaire actif. La classe n'a pas esquissé son propre ordre du jour politique, affirmé son potentiel destructeur et pas même créé les formes embryonnaires de ses organes politiques capables d'augmenter sa conscience et sa lutte. Cela a laissé des empreintes sur sa forme future : elle a succombé plus facilement dans les années quatre-vingt-dix à la concurrence sur le marché du travail et avec l'idéologie de se « serrer la ceinture » (qui n'était

rien d'autre qu'un rendez-vous de la politique civile, « apolitique » et de la logique dictatoriale du capital !).

Si nous, en tant que classe, nous n'utilisons pas les chances offertes à un moment donné, c'est une défaite dont nous aurons à supporter les conséquences à l'avenir – c'est l'une des leçons de novembre 1989. (Après tout, il y a un exemple plus récent à portée de main : aujourd'hui, la classe est moins capable de contrer les attaques des patrons, parce qu'elle n'a pas été en mesure de tirer parti des avantages de la situation à l'époque précédente, qui était favorable en raison du manque de main-d'œuvre.). Mais si notre critique restait limitée à dire que le prolétariat n'a pu agir comme un agent politique à l'époque de novembre, elle serait incomplète et agnostique quant à pourquoi cela est arrivé. La capacité de la classe à s'organiser et à agir comme un véritable acteur avait été paralysée par le stalinisme.

C'est une autre leçon : l'étatisme, peu importe si il est soutenu par des staliniens, trotskystes ou sociaux-démocrates, est une arme contre l'autonomie de la classe ouvrière. Le prolétariat n'est pas seulement une catégorie abstraite, elle a sa trajectoire concrète, ce qui n'est toutefois pas une continuité (tout comme la lutte des classes n'est pas linéaire). Cela a à voir avec la différence fondamentale entre la classe dominante et la classe dominée.

Alors que la classe dominante, en disposant de toute la société et des conquêtes de l'intelligence collective, peut accumuler des connaissances sur la lutte des classes et les utiliser dans une perfection permanente pour sa domination (soit par l'intégration ou la répression du prolétariat), la classe ouvrière, elle, est occupée à perdre sur ce front. Non seulement sa lutte est non-linéaire, elle ne part même pas du niveau qu'elle avait atteint précédemment afin de le transcender et de passer progressivement d'une étape à une autre. En outre, la classe ouvrière n'est pas en mesure d'utiliser ses luttes pour que l'expérience et ses connaissances puissent sans cesse affûter ses « armes ». Trop souvent, elle répète les mêmes erreurs, tombe dans les mêmes piège du Capital et s'interroge sur les mêmes questions - ou, plus précisément, continue d'oublier les réponses partielles qui avaient déjà été esquissées au cours de luttes antérieures. La réalité constante du prolétariat est la discontinuité. L'un des défis auxquels il est donc confronté, est le développement d'une théorie adéquate qui serait en mesure de fournir la critique et les leçons provenant des luttes antérieures pour celles à venir. Accumuler les expériences, positives et négatives, récoltées sur cette trajectoire, en « les lisant » à travers le marxisme comme méthode, une théorie extraite de ces expériences et critiquer les limites de notre classe – voici certains des objectifs d'une organisation communiste.

Cette brochure n'a pas d'autres ambitions que d'être une contribution à la mémoire collective de la classe ouvrière. Ses limites ont été mentionnées dans l'introduction. Nous allons essayer d'y remédier dans un texte axé sur la nature économique de la Tchécoslovaquie et de la transformation économique après 1989. Si cette brochure peut vous conduire à des réactions qui pourraient enrichir le panorama de novembre 1989 et rendre possible une mise à jour de ce texte, amendé par une perception plus concrète issue des lieux de travail en Bohême et en Slovaquie, elle remplira son but.

SOURCES ET REMERCIEMENTS

En tchèque

Ouvrages utilisés

La meilleure analyse de la stratégie du Forum Civique, les difficultés de ses négociations avec le pouvoir et les problèmes de son fonctionnement interne se trouve dans l'ouvrage de Jiří Suk « *Labyrintem revoluce* ». (« A travers le labyrinthe de la révolution »)

En ce qui concerne les événements de novembre dans les régions, ainsi que l'activité concernant la classe ouvrière, la littérature est désespérément rare - comme si cette absence de témoins du milieu du travail reflétait la thèse selon laquelle la classe ouvrière n'était pas au centre de novembre 1989. Une des rares exceptions est la subtile brochure de Miroslav Anton, « *Listopad 1989 v Plzni* » (« Novembre 1989 à Pilsen ») qui au moins traite de façon marginale de l'usine Škoda de Pilsen.

Ouvrages consultés

Oskar Krejčí : « *Proč to prasklo* » (« Pourquoi cela a explosé ? »)
« *10 pražských dnů* » (« 10 jours à Prague »).

En anglais

Ouvrages utilisés

Jiří Jonáš : *Economic Transformation in the Czech Republic. Macroeconomic development and economic policy*

Remerciements

Pour pallier l'absence de documents sur l'activité de la classe ouvrière, nous avons essayé de baser notre recherche sur des entretiens avec des témoins de l'époque dans la mesure du possible, bien qu'il soit difficile de généraliser leurs témoignages.

Nous les remercions pour leur bonne volonté, leurs témoignages et opinions tout comme nous tenons à remercier nos camarades de Mouvement Communiste pour nous avoir inspiré des questions.

« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »

Karl MARX,
Salaire prix et profit, 1865